



CENTRE DE RESSOURCES
POLITIQUE DE LA VILLE



RAPPORT D'ACTIVITE 2004

CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE EN ESSONNE

Adresse postale : BP 108, 91004 Evry cedex
Les locaux : Bd de France - Immeubles France-Evry - Tour Lorraine – Evry
Tél : 01.64.97.00.32 - Fax : 01.64.97.00.33 –
E-mail : cr.ville.essonne@wanadoo.fr
SVP INFO DOC : 01.64.97.27.75 - E-mail : doccr.essonne@wanadoo.fr
Site Internet : <http://ressourcespolville.maisondebanlieue.asso.fr>

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	p.2
1. Information.....	p.3
2. Documentation.....	p.9
3. Qualification des professionnels.....	p.12
4. Echanges, rencontres, débats.....	p.20
5. Participation aux réseaux et partenariat avec les acteurs de la politique de la Ville	p.31
6. Site Internet, publications et capitalisation d'expériences.....	p.35
7. Fonctionnement associatif et gestion de l'Association.....	p.41
CONCLUSION.....	p.47
LES ANNEXES.....	p.48



INTRODUCTION

L'année 2004 : développement de l'activité et réalisation d'un site Internet

Une fois dépassée la période de doute (2001-2002) liée à la création de l'association et les difficultés propres au lancement du projet (2002-2003), on peut avancer qu'en 2004 le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a investi ses missions et réalisé les objectifs définis en début d'exercice.

Les missions d'information, de documentation, de qualification, d'échange et de débat ont été toutes fortement développées comme le démontrent ces quelques chiffres.

Par exemple, **l'activité documentaire** a augmenté de 58% par rapport à l'année 2003 avec 161 demandes faites sur le SVP INFO DOC au cours de l'année. 115 professionnels ont eu recours à ce service d'information, alors qu'en 2003 ils étaient 73.

Concernant **la mission d'information**, la lettre « Expression » a gardé une périodicité régulière (9 numéros en 2003 et 10 numéros en 2004), tout en augmentant le nombre de destinataires : de 600 destinataires dans le courant de l'année 2003, elle a été adressée à 1200 destinataires en 2004.

Il en est de même pour **la mission de qualification** concrétisée par 7 cycles réalisés en 2004. La participation a donc progressé en passant de 60 participants en 2003, à 156 en 2004, soit une évolution de 160%.

Quant à **la mission d'échange, de rencontre et de mise en réseau**, elle a rassemblé 537 personnes avec une croissance de 29,4% par rapport à 2003.

Au total, en 2004, le Centre de Ressources a organisé 18 événements sur 36 dates différentes, alors qu'en 2003 il avait proposé 14 événements sur 28 dates différentes.

En 2004, ce sont 979 personnes qui ont participé aux différentes propositions faites par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, soit une évolution de 79% par rapport à 2003.

Par ailleurs, l'équipe qui s'est employée à développer significativement l'ensemble de l'activité a conjointement mené à bien un projet qui lui tenait à cœur : la construction d'un site Internet avec la mise en ligne de ses premières publications.

Au-delà de l'effet de modernité et de suivi d'un mouvement technologique général, ce site représente une étape indispensable au développement de la structure avec une exigence de rigueur, de cohérence et de fiabilité. Il a été conçu comme un outil au service de l'ensemble des acteurs de la Politique de la Ville, à l'image de la structure Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.



1. Information

Conformément à ses statuts, la mission d'information continue à constituer une mission prioritaire du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Elle a pour objectif de favoriser la diffusion de l'information auprès des professionnels de la politique de la Ville sur le département.

En 2004, trois principaux outils, créés en 2003, ont permis de poursuivre cette mission. Ils ont également évolué en fonction des besoins des utilisateurs et des activités du Centre de Ressources :

- Le SVP INFO DOC
- La lettre d'information mensuelle « Expression »
- La base de données « Annuaire »

En 2004, cette mission s'est particulièrement développée d'un point de vue quantitatif, mais aussi d'un point de vue qualitatif. Tous les indicateurs sont très largement en hausse et tous les objectifs fixés en 2003 ont été atteints, voire dépassés.

1.1 Le SVP INFO DOC

Le SVP INFO DOC, principal service d'information proposé par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, est matérialisé par une ligne téléphonique et une messagerie électronique dédiées uniquement aux questions que se posent les professionnels sur la politique de la Ville et les thématiques qui lui sont liées, en particulier au niveau local. En 2004, la chargée d'information et de documentation a continué à animer ce dispositif.

En 2004, le SVP INFO DOC a été fermé exceptionnellement au public du 12 juillet au 15 septembre 2004 en raison de la construction du site Internet.

En 2004, deux modifications ont été apportées à ce service d'information par décision du Conseil d'Administration. D'une part, il a été statué qu'à partir de la deuxième recherche d'information ou consultation de documents sur place dans l'année civile, une adhésion à l'association sera désormais demandée aux utilisateurs du SVP INFO DOC. D'autre part, les photocopies effectuées par ou pour les utilisateurs seront tarifées à 10 centimes d'euro la copie. Dans le cas d'une recherche à distance, les frais d'envoi postaux seront également tarifés.

LES UTILISATEURS, LEURS DEMANDES, ET LES REPONSES APPORTEES

Sur 40 semaines d'ouverture au public (hors congés et fermeture exceptionnelle pour la construction du site Internet), le SVP INFO DOC a enregistré 161 demandes

documentaires¹. Pendant cette période, 115 personnes ont ainsi eu recours au SVP INFO DOC (parmi elles, 23% y ont eu recours plus d'une fois²).

Entre 2003 et 2004, le nombre de demandes sur le SVP INFO DOC a donc augmenté d'environ 58%, ainsi que le nombre d'utilisateurs de ce service d'information.

Les utilisateurs

En 2004, les utilisateurs du SVP INFO DOC exercent des activités professionnelles variées³, ce qui indique une certaine mixité des usagers. Toutefois, les demandes formulées par les responsables associatifs (14%), par les chefs de projet politique de la Ville et les coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité (13%), par les agents des collectivités locales (10,5%) et par les travailleurs sociaux (10%) ont représenté l'essentiel des demandes formulées sur le SVP INFO DOC. Par ailleurs, les étudiants en DESS et en Maîtrise IUP (18%) ont eu également recours à ce service.

Si la plupart des fonctions représentées connaissent une relative stabilité ou augmentation par rapport à 2003, il est intéressant de s'attarder sur les points suivants :

- Les agents des collectivités locales (+140%), les responsables associatifs (+100%) et les formateurs/consultants/universitaires (+43%) ont davantage sollicité le SVP INFO DOC en 2004 qu'en 2003.
- Les agents de l'Etat ont commencé à recourir au SVP INFO DOC en 2004, ce qui n'était pas le cas en 2003.

Les utilisateurs du SVP INFO DOC exercent majoritairement leur activité professionnelle dans l'Essonne (82%)⁴. Sur 115 utilisateurs, seuls 19 exercent leur activité professionnelle en dehors du département.

On observe une forte progression du nombre d'utilisateurs essonniers par rapport à 2003 (+51,6%). Le nombre d'utilisateurs en dehors du département a lui aussi augmenté en 2004 (+72,7%). Ces utilisateurs sont en particulier des Franciliens (hors Essonne). Parmi eux, 40% sont des Parisiens intra-muros, 27% sont du département des Hauts-de-Seine et 20% sont du département de la Seine-et-Marne.

Les demandes formulées et les réponses apportées

Comme en 2003, les demandes formulées sur le SVP INFO DOC sont particulièrement différenciées en 2004, ce qui indique une diversité importante des besoins d'information exprimés par les professionnels de la politique de la Ville en Essonne (49 types de demande ont été enregistrés en 2004)⁵. Les demandes concernant des contacts de professionnels et de structures, des textes de loi, des fiches d'expérience, des documents précis ont représenté l'essentiel des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 (31%).

Même si la part des demandes de type ponctuel a continué à se stabiliser en 2004, certaines demandes ont nécessité des recherches complexes et/ou une élaboration de

¹ Ce chiffre ne prend pas en compte les demandes formulées en interne par la Directrice et par l'équipe du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Il s'agit uniquement des demandes documentaires formulées à la chargée d'information et de documentation en externe sur la ligne téléphonique et la messagerie électronique dédiées au SVP INFO DOC.

² Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 » proposé en annexes.

³ Voir le tableau « Le profil des utilisateurs du SVP INFO DOC en 2004 » proposé en annexes.

⁴ Idem

⁵ Voir le tableau « Typologie des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 » proposé en annexes.

produits documentaires plus spécialisés. Par exemple, le SVP INFO DOC a été sollicité par :

- La Mission Ville de la Préfecture de l'Essonne pour rechercher des chartes de lutte contre les discriminations afin d'élaborer une charte locale.
- le Conseil Général de l'Essonne pour élaborer une synthèse sur le logement en Ile-de-France et en Essonne à l'occasion d'une manifestation organisée dans le cadre de l'Agenda 21.
- La ligue de l'Enseignement de l'Essonne pour élaborer une bibliographie et un dossier de participant dans le cadre d'une journée d'information sur la co-éducation.
- Une dizaine d'agents du Conseil Général de l'Essonne pour élaborer un dossier documentaire sur la politique de la Ville dans le cadre de la préparation du concours d'attaché territorial.

Il est à noter également que les thématiques suivantes ont constitué en 2004 une préoccupation importante de la part des professionnels : la lutte contre les discriminations (8,1%), la politique de la Ville (4,3%), le logement (3,1%) et la participation des habitants/la démocratie participative (3,1%).

Au regard de l'augmentation des demandes formulées sur le SVP INFO DOC entre 2003 et 2004, la part des thématiques demandées a relativement peu varié d'une année sur l'autre.

Cependant, il est à noter que la lutte contre les discriminations est apparue dans la liste des thématiques demandées en 2004, ce qui n'était pas le cas en 2003. De plus, elle est apparue comme une des thématiques pour lesquelles le SVP INFO DOC a été le plus sollicité au cours de l'année⁶. Ce constat montre que le Centre de Ressources a pu être identifié par les utilisateurs comme un lieu ressources sur la question de la lutte contre les discriminations, notamment en raison des différentes actions menées sur cette question depuis son ouverture en 2003, mais aussi en raison de son investissement dans la mise en place du « plan local et de la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry-Centre Essonne ».

Comme en 2003, le mode de diffusion des réponses a été adapté aux conditions d'accès à l'information formulées par les utilisateurs⁷ : 35,4% des réponses apportées ont fait l'objet d'une consultation de documents à l'espace d'information et de documentation; 64,6% des réponses apportées ont fait l'objet d'une réponse à distance par mail, par courrier et par fax.

On peut donc constater que les pratiques des utilisateurs se sont inversées entre 2003 et 2004. Ce sont les réponses apportées à distance qui ont été majoritaires et qui ont connu la plus forte évolution entre 2003 et 2004 (+112%).

95% des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 ont obtenu une réponse grâce aux ressources d'information dont dispose le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Seules 5% des demandes ont été réorientées vers des structures documentaires spécialisées dans divers domaines (santé publique en particulier)⁸.

⁶ Idem

⁷ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 » proposé en annexes.

⁸ Idem

CONSTAT

En 2004, l'augmentation du nombre de demandes formulées sur le SVP INFO DOC et l'augmentation du nombre d'utilisateurs (+58% dans les deux cas) montrent que le SVP INFO DOC a été identifié par les professionnels de la politique de la Ville comme un service leur permettant de répondre véritablement à leurs besoins d'information, tout particulièrement par les professionnels de l'Essonne.

En 2004, ce service a poursuivi un véritable effort pour s'adapter à la diversité et à la complexité des demandes formulées, mais aussi à la multiplicité des conditions d'accès à l'information des utilisateurs en multipliant, par exemple, les réponses à distance. En ce sens, le SVP INFO DOC a confirmé son statut de service de proximité et d'expertise pour les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne en matière d'information.

Les objectifs fixés début d'exercice ont été ainsi pleinement atteints en 2004.

PERSPECTIVES

En 2005, l'objectif prioritaire concernant le SVP INFO DOC est de maintenir le nombre de demandes et d'utilisateurs de 2004, malgré le déménagement à la Maison de l'Habitat prévu dans le courant de l'année. La réalisation et la diffusion d'un bulletin d'information électronique réservé aux adhérents est à l'étude en fonction des ressources humaines disponibles.

1.2 La lettre mensuelle d'information « Expression »

La lettre d'information « Expression » constitue le support principal de diffusion de l'information en direction des professionnels de la Politique de la Ville sur le département, proposé par le Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne. La directrice du Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne est la directrice de publication. La lettre « Expression » est coordonnée par la chargée d'information et de documentation.

CONTENU

Dix numéros au total sont parus au cours de l'année 2004, soit un numéro supplémentaire par rapport à 2003.

La ligne éditoriale établie en 2003 a été maintenue en 2004. A partir du numéro de juillet-août 2004, la lettre « Expression » a été néanmoins entièrement dédiée à une même thématique, que ce soit au recto avec le texte d'un chercheur ou d'un expert ou au verso avec le texte présentant une association ou une expérience essonnienne. Les numéros suivants ont été consacrés aux thématiques suivantes :

- Le n°16 (juillet-août) à la mise en réseau des professionnels
- Le n°17 (septembre-octobre) aux conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.
- Le n°18 (novembre) au plan local de lutte contre les discriminations sur les

quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et de la communauté d'agglomération d'Évry.

- Le n°19 (décembre) aux observatoires locaux et plus particulièrement à l'observatoire social des Ulis.

LES DESTINATAIRES

En 2004, la lettre « Expression » a été diffusée à environ 1200 destinataires, soit une augmentation moyenne de 50% au cours de l'année 2003. Cette évolution est due en particulier à l'augmentation des demandes d'abonnement au cours des différents événements organisés par le Centre de Ressources, mais aussi grâce à la collecte de listes auprès de personnes « têtes de réseau ».

Elle continue à être destinée :

- Sur le département de l'Essonne : aux élus, aux partenaires institutionnels, aux associations, aux centres sociaux, aux Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, aux chefs de projet Politique de la Ville, aux coordinateurs CLSPD, aux présidents des communautés d'agglomération, à la DPPJJ, aux Délégués de l'Etat, au réseau Comité D'Accès à la Citoyenneté, au réseau d'éducation prioritaire etc.
- Sur le plan national et régional : au réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville, aux partenaires institutionnels, aux intervenants, à la presse spécialisée etc.
- Sur le plan de la vie associative : aux adhérents, aux membres du conseil d'administration, aux membres du comité des financeurs, aux membres du comité d'orientation etc.

Dès l'été 2004, le Centre de Ressources a mis en place un projet de diffusion électronique de la lettre « Expression » via la base de données « Annuaire » et un logiciel de mailing « Sarbacane ». Afin de se conformer à la jurisprudence en matière de diffusion de masse par mail, un formulaire d'autorisation a été mis en place et diffusé à tous les destinataires de la lettre « Expression ». En décembre 2004, 290 structures/personnes ont pu être ainsi destinataires de la lettre « Expression » par mail, soit environ 24% des destinataires.

CONSTAT

Les objectifs fixés en 2003 ont été ainsi pleinement atteints en 2004, voire dépassés : le nombre des destinataires a été augmenté de 50% au lieu de 30% fixé et le Centre de Ressources a su proposer une version électronique de la lettre « Expression ».

En 2004, on peut avancer que la lettre « Expression » a continué à constituer un support de diffusion de l'information apprécié des professionnels de la politique de la Ville en Essonne, en particulier en raison de sa périodicité régulière, de son contenu riche et ancré sur le local, et de sa large diffusion sur le département.

PERSPECTIVES

En 2005, l'objectif concernant la lettre « Expression » est d'augmenter le nombre de destinataires par mail pour diminuer considérablement les coûts de diffusion de la lettre

en version papier.

1.3 La base de données « Annuaire »

Afin d'assurer au mieux la diffusion de l'information auprès des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place en 2003 un outil informatique fiable, une base de données « Annuaire » réalisée sous ACCESS par un prestataire informatique. Une opératrice de saisie chargée de la base de données « Annuaire » avait été recrutée en CDD en octobre 2003. En juillet 2004, elle a été recrutée en CDI. La chargée d'information et de documentation a continué à suivre les évolutions de cet outil en lien avec le prestataire et l'opératrice de saisie, ce qui a nécessité au cours de l'année quelques réunions de travail.

A l'état de projet en 2003, la base de données « Annuaire » est devenue un projet réalisé en 2004. Fin 2004, 2440 contacts y ont été saisis, soit une augmentation de 22% par rapport à l'année 2003.

Mais, bien plus que l'aspect quantitatif, c'est l'aspect qualitatif qui a été privilégié au cours de l'année 2004. En effet, les fonctionnalités de la base de données « Annuaire » ont été améliorées en fonction des besoins relevés au fur et à mesure de son utilisation. Les données saisies ont fait l'objet de nombreuses vérifications et modifications, ce qui a permis de les rendre plus fiables. La saisie des services (abonnement à la lettre « Expression », adhésion) et la saisie des événements a permis progressivement d'utiliser la base de données « Annuaire » pour gérer des activités, qui avant été effectuées manuellement. Par exemple, la base de données « Annuaire » a été utilisée pour gérer de manière automatique les inscriptions, réaliser les listes d'émargement, réaliser les mailings de la lettre « Expression » etc.

CONSTAT

Au cours de l'année 2004, le Centre de Ressources a fait évoluer le projet base de données « Annuaire » en un outil opérationnel permettant d'automatiser la gestion de certaines de ses activités. Les données contenues dans la base ont été enrichies et fiabilisées.

En ce sens, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi son effort pour améliorer la diffusion de l'information auprès des professionnels de la politique de la Ville en Essonne. Les objectifs fixés en 2003 ont été ainsi pleinement atteints en 2004.

PERSPECTIVES

En 2005, l'objectif concernant la base de données « Annuaire » est d'augmenter le nombre des contacts saisis, mais aussi de poursuivre cet effort qualitatif afin d'optimiser l'ensemble des fonctionnalités de la base de données « Annuaire ».



2. Documentation

Conformément à ses statuts, la mission de documentation continue à constituer une mission fondamentale du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Elle a pour objectif de mettre à disposition des professionnels de la politique de la Ville en Essonne un fonds documentaire traitant des questions liées à la politique de la Ville, aux niveaux européen, national, régional et local.

En 2004, deux principaux outils, mis en place en 2003, ont permis de poursuivre cette mission :

- L'espace d'information et de documentation, qui apporte une mise à disposition des documents en fonction d'une demande précise formulée par l'utilisateur ;
- Les dossiers de participant, qui apportent une mise à disposition plus large et plus systématique des principaux éléments d'une thématique.

2.1. L'espace d'information et de documentation

L'espace d'information et de documentation constitue l'outil principal mis en place par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003 pour assurer sa mission de documentation auprès des professionnels de la politique de la Ville sur le département. Il continue à être géré et animé par la chargée d'information et de documentation qui accueille les utilisateurs uniquement sur rendez-vous du mardi au vendredi de 10h à 13h et de 14h à 18h. Une stagiaire-documentaliste a été recrutée à partir de mi-octobre 2004 à raison de 8h par semaine pour participer à la veille documentaire hebdomadaire et pour élaborer les dossiers documentaires.

En 2004, cet espace a été fermé exceptionnellement au public du 12 juillet 2004 au 15 septembre 2004 en raison de la construction du site Internet.

CONTENU

En 2004, ce fonds documentaire a été composé de 26 abonnements à la presse nationale, locale et spécialisée, 15 titres de lettres d'information, plus de 2000 publications et dossiers documentaires. Il recouvre les différents domaines liés à la politique de la Ville, tant au niveau local, national et européen. Il est organisé en fonction d'un plan de classement thématique.

Pour constituer et gérer ce fonds, les activités documentaires suivantes ont été réalisées au cours de l'année 2004 :

- Gestion des abonnements et réception des périodiques ;

- Sélection et commandes des ouvrages ; mise en place de demandes gracieuses auprès des services de presse ; estampillage des documents (couverture, cotes, fiches de prêt) ;
- Veille documentaire : téléchargement de documents disponibles sur Internet ; dépouillement de la presse quotidienne, de la presse spécialisée, des lettres d'information etc.

Sur 40 semaines d'ouverture au public (hors congés et fermeture exceptionnelle pour la construction du site Internet), 57 rendez-vous ont eu lieu à l'espace d'information et de documentation⁹. 7 personnes sont revenues plus d'une fois en rendez-vous¹⁰. Le nombre de rendez-vous a donc peu évolué par rapport à 2003 (+7,5%). En effet, les professionnels ont peu de temps pour venir consulter sur place les documents et préfèrent ainsi bénéficier des services à distance, qui leur apportent une même qualité de réponse.

CONSTAT

En 2004, l'espace d'information et de documentation a continué son développement: au niveau quantitatif, notamment grâce à la mise en place des demandes gracieuses auprès des services de presse, et au niveau qualitatif, notamment grâce à la mise en place progressive des dossiers documentaires.

Néanmoins, en raison de l'augmentation du nombre de demandes sur le SVP INFO DOC et de la construction du site Internet, tous les objectifs fixés en 2003 n'ont pu être atteints en 2004, notamment l'informatisation du fonds documentaire via le logiciel Alexandria.

PERSPECTIVES

- En 2005, l'objectif concernant l'espace d'information et de documentation est triple :
- Procéder au déménagement du fonds documentaire à la Maison de l'Habitat prévu dans le courant de l'année et, de ce fait, aménager un espace d'information et de documentation plus spacieux ;
 - Informatiser le fonds documentaire via le logiciel Alexandria ;
 - Améliorer la gestion des activités documentaires (commandes, services de presse, traitement des documents etc.)

2.2 Les dossiers de participant

Les dossiers de participant ont été élaborés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003 dans le but de mettre à disposition du plus grand nombre de professionnels les principaux éléments d'une problématique. Ces éléments leur permettent d'en saisir les enjeux et/ou les invitent à poursuivre leur réflexion de manière plus approfondie, notamment à l'espace d'information et de documentation.

⁹ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004 » proposé en annexes.

¹⁰ Pour obtenir le détail des éléments concernant la nature des demandes de rendez-vous, le profil des utilisateurs de l'espace d'information et de documentation, et les réponses apportées, se reporter au 1.1.

CONTENU

Ces dossiers sont remis aux participants lors des différents événements organisés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ils sont constitués par la chargée d'information et de documentation, avec l'aide des membres de l'équipe.

Ils contiennent de manière générale :

- Une bibliographie thématique ;
- Un ou plusieurs textes produits par les intervenants ;
- Un ou plusieurs articles de presse ou chapitres d'ouvrage ;
- Des plaquettes de présentation de structures.

NOMBRE DE DOSSIERS

En 2004, 900 dossiers ont été ainsi reproduits et remis aux participants lors des 7 rencontres-débats, des 2 journées d'information et de réflexion, des 7 cycles de qualification et du groupe de travail organisés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, soit une évolution de 28,5% par rapport à 2003. Cette évolution est directement liée à l'augmentation du nombre de participants aux différents événements organisés par le Centre de Ressources en 2004.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Ces dossiers ont pleinement participé à la qualité visée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ils constituent un élément important du succès rencontré par les journées d'information et les rencontres-débats. Ils ont également entraîné quelques demandes sur le SVP INFO DOC.

En 2005, l'objectif est de poursuivre cette production dans ce sens.



3. Qualification des professionnels

La mission de qualification des professionnels constitue un axe privilégié de l'activité du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

L'analyse des besoins et les évaluations, menées en 2003 auprès de l'ensemble des professionnels de la politique de la Ville et des responsables associatifs, ont permis d'identifier les thématiques répondant à leurs besoins. Pour répondre aux attentes des professionnels, les cycles de qualification ont été composés au maximum de quatre séances.

De façon générale, ils ont pour objectifs l'identification des enjeux, l'analyse des concepts, l'appropriation d'outils et de démarches méthodologiques. Tous les cycles sont animés par des consultants, qui font intervenir des experts, des chercheurs, des porteurs d'actions exemplaires.

La mixité des publics, des métiers, des niveaux de compétences est un élément essentiel qui favorise les échanges et la confrontation des pratiques. En 2004, en tout, ce sont 156 professionnels qui ont participé aux différents cycles de qualification, soit en cumulé 308 participants.

En 2004, les cycles de qualification ont été organisés autour de la notion de projet :

- « Définir et conduire un projet »
- « Mener un projet de gestion urbaine de proximité »

Ils ont également été organisés à partir d'enjeux et de problématiques, tels que :

- « La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne »
- « La lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation »
- ainsi que « Le Plan de cohésion sociale et son projet de loi de programmation »

3.1. FORMATION-ACTION « LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS RACIALES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION »

A l'issue de la conférence-débat du 19 juin 2003 portant sur « la lutte contre les discriminations raciales, état des lieux », animée par l'association Economie & Humanisme, il a été décidé d'élaborer une formation-action. Celle-ci, commencée en octobre 2003, s'est conclue en avril 2004.

Le programme a abordé les points suivants :

- Immigration, marché du travail et intégration ;
- De l'immigration à la lutte contre les discriminations ;
- La lutte contre les discriminations en Europe ;

- La lutte contre les discriminations en France ;
- Les expériences de lutte contre les discriminations ;
- De la lutte contre les discriminations à la citoyenneté ;
- Comment lutter contre les discriminations raciales sur le marché du travail ?

La parole a également été donnée à des praticiens ou des professionnels qui ont accompagné des expériences innovantes, notamment en Picardie et en Lorraine, et des expériences concrètes qui ont permis d'identifier les leviers, les freins, les bonnes pratiques potentiellement transférables en Essonne.

INTERVENANTS

Cette formation-action a été construite avec le concours d'Hervé BORDY, juriste et conciliateur de justice, enseignant à l'Université de Lille II, formateur pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse (CRFPJJ).

Se sont également impliqués dans cette formation-action Isabelle RAYNAUD de la Délégation Interministérielle à la Ville et Arnaud DEHEDIN, du Centre ressources E.P.I (Espace Picard Intégration).

DUREE, DATES

- 22 janvier 2004 de 14h à 17h
- 5 février 2004 de 14h à 17h
- 4 mars 2004 de 14h à 17h
- 1^{er} avril 2004 de 14h à 17h

PARTICIPANTS

Cette formation-action a rassemblé 20 professionnels.

EVALUATION

A l'issue de cette formation-action, une évaluation a été réalisée auprès des 20 participants. La moitié a répondu.

L'évaluation montre que les objectifs « mieux comprendre les difficultés rencontrées par les populations d'origine étrangère » et « prendre connaissance du cadre juridique, notamment du code du travail » ont été tout à fait réalisés pour 87,5% des participants. Toutefois, 62,5% des participants ont moyennement « repérer les dispositifs européens ».

L'ensemble de ce cycle de qualification a comptabilisé 75% de « tout à fait » satisfaits et 25% de « moyennement » satisfaits.

CONSTAT

Cette formation-action a permis de qualifier et de motiver les professionnels qui y ont participé. Ils ont constitué des personnes-ressources pour le « plan local et la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry-Centre Essonne ». Une partie des participants a contribué activement aux débats préfigurant le comité de pilotage ; une autre partie a constitué un groupe de travail, piloté par le Centre de Ressources pour rédiger la charte.

Enfin, cette formation-action a été suivie d'une journée d'information et de réflexion, organisée le 9 avril 2004 par le Centre de Ressources qui a rassemblé 85 participants.

On peut avancer que cette formation-action a été l'un des facteurs déclencheurs du « plan local et de la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry-Centre Essonne », signé le 7 octobre 2004 et expérimenté sur une année.

PERSPECTIVES

En 2005, le FASILD a confié au Centre de Ressources l'ingénierie d'un programme départemental de sensibilisation et de formation intitulé « Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation ». Celui-ci, réalisé entre février et mars 2005, comprend une formation longue de cinq journées, deux formations courtes d'une journée chacune et trois demi-journées de sensibilisation. En tout, 90 professionnels participeront aux formations et 30 personnes sont prévues aux différents débats.

3.2. CYCLE DE QUALIFICATION « MENER UN PROJET DE GESTION URBAINE DE PROXIMITE »

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a co-élaboré ce cycle de qualification avec un petit groupe réunissant des jeunes professionnels de la politique de la Ville et un responsable associatif. Ayant participé à la conférence-débat 24 avril 2003, ce groupe a été particulièrement motivé par cette démarche. Ce cycle de qualification a débuté en décembre 2003.

Ce cycle avait pour objectifs de :

- Repérer et qualifier les points clefs d'un diagnostic ;
- Faire valoir des expériences innovantes afin d'identifier les outils et les procédures mis en place ;
- Repérer et qualifier les points clefs de la démarche de projet ;
- Accompagner le projet.

INTERVENANT

Antoine ANDERSON, ancien chef de projet, intervenant en tant que conseil/audit auprès des collectivités territoriales – cabinet Savoir - Faire & Cie –, a co-élaboré puis animé ce cycle de qualification.

DUREE, DATES

- Cycle 1 : 8 janvier, 3 février et 2 mars 2004 de 14h à 17h30
- Cycle 2 : 11 mars, 6 avril, 29 avril et 13 mai 2004 de 14h à 17h30

PARTICIPANTS

Le 1^{er} cycle a rassemblé 16 professionnels.

Le 2^{ème} cycle a rassemblé 15 professionnels.

Au total, 31 professionnels ont suivi ce cycle de qualification.

EVALUATION

54,8% des participants ont répondu à la fiche d'évaluation. 77,4% ont été tout à fait satisfaits par ce cycle de qualification.

Ce dernier a permis à 86,2% de se familiariser avec les points clés d'un diagnostic gestion urbaine de proximité, les outils méthodologiques et de procédures en la matière et les conditions de mise en œuvre d'un tel projet.

Pour 35,2% d'entre eux, la durée du cycle de qualification n'était que moyennement adaptée. De fait, l'objectif « mener une analyse portant sur la faisabilité de votre projet (points forts/points faibles) » n'a été réalisé que par 29,4%.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Ce cycle de qualification qui a rencontré l'intérêt des professionnels a été dédoublé en deux groupes. En raison de nouvelles demandes, il est proposé dans le programme de qualification-formation du Centre de Ressources en 2005.

Fin 2005, un rassemblement de l'ensemble des participants ayant pour objectifs de confronter les pratiques, les outils et les méthodes est à l'étude.

3.3. CYCLE DE QUALIFICATION « DEFINIR ET CONDUIRE UN PROJET »

La méthodologie de projet est constitutive de la politique de la Ville. Pour les associations, répondre à l'appel à projet annuel est une étape indispensable aux actions qu'elles mènent. Cependant, de nombreuses associations ne maîtrisent pas toujours cette démarche et ne mesurent pas quelles transformations dans leur activité elle implique.

A partir de ce constat, le Centre de Ressources a élaboré un cycle capable de répondre aux difficultés méthodologiques rencontrées par le milieu associatif.

Ce cycle avait pour objectifs de :

- Repérer les différentes phases d'un projet ;
- Comprendre le rôle de la participation des habitants dans le projet ;
- Repérer les conditions d'un diagnostic social partagé ;
- Travailler à l'étude de faisabilité ;
- Comprendre l'importance de l'évaluation ;
- Définir les conditions de management du projet.

INTERVENANT

Jean-François BERNOUX, consultant, sociologue des organisations – Enseignant à l'université de Paris X – Dauphine.

Auteur de « Mettre en œuvre le développement social territorial : méthodologie, outils, pratiques », paru en 2002 aux éditions Dunod, et de « L'évaluation participative au service du développement social », paru en 2004 aux éditions Dunod.

DUREE, DATES

- Cycle 1 : 27 janvier, 28 janvier et 13 février 2004 de 9h30 à 16h30
- Cycle 2 : 17, 18 mars et 19 avril 2004 de 9h30 à 16h30

PARTICIPANTS

Le 1^{er} cycle a rassemblé 25 professionnels.

Le 2^{ème} cycle a rassemblé 8 professionnels.

Au total, 33 professionnels ont suivi ce cycle de qualification.

EVALUATION

Cette évaluation a été réalisée à partir des 18 fiches qui ont été retournées au Centre de Ressources, soit 57,4 % de réponses. Ces fiches montrent que 75% des participants, ayant répondu, ont été tout à fait satisfaits du contenu de ce cycle. 86,1% des participants ont repéré les différentes phases d'un projet, ainsi que les conditions d'un diagnostic social partagé.

En ce qui concerne les conditions de management du projet, seuls 44,4% se disent capables de les appliquer à l'issue de ce cycle de qualification.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Ce cycle qui correspond aux besoins des structures associatives et de leurs représentants sera renouvelé en 2005. Il figure au programme de qualification-formation proposé par le Centre de Ressources.

3.4. CYCLE DE QUALIFICATION « LA QUESTION DU LOGEMENT A CARACTERE SOCIAL EN ILE-DE-FRANCE ET EN ESSONNE »

Une des grandes préoccupations actuelles, tant pour la société que pour l'individu, est la question du logement. D'importantes tensions existent sur le marché immobilier. En témoigne l'ampleur de la demande face à la faiblesse de l'offre neuve. En témoignent également la hausse des prix et des loyers, qui rend le logement difficilement accessible à certains ménages.

Au regard de ce contexte particulièrement difficile, le Centre de Ressources a décidé de proposer aux professionnels un cycle de qualification capable de leur apporter des informations nécessaires à la compréhension des situations, de clarifier les enjeux actuels et de favoriser l'acquisition de repères méthodologiques en matière d'habitat et de logement.

Le programme a abordé les points suivants :

- Le fonctionnement du logement en Ile-de-France ;
- L'accès au parc locatif social et privé, et l'accession à la propriété ;
- Les copropriétés en difficulté ;
- La prévention des expulsions.

INTERVENANTS

Ce cycle de qualification a été élaboré en partenariat avec l'ADIL 91, L'IAURIF, l'Agence d'Urbanisme et de Développement Essonne-Seine-Orge et le PACT-ARIM 91.

Sont intervenus lors de ce cycle :

- Maria PEAN et Jean-Luc DUCHEMIN de l'ADIL 91
- Serge GARBE, directeur adjoint d'Essonne Habitat
- Nicolas RAGHAVAN, coordinateur du PDALPD (Plan départemental d'action

pour le logement des personnes dévalorisées) au Conseil Général de l'Essonne
François DELOUVRIER de l'Agence d'Urbanisme et de Développement Essonne-Seine-Orge a été discutant lors des quatre sessions.

DUREE, DATES

- 6 mai 2004 de 14h à 17h)
- 27 mai 2004 de 14h à 17h
- 17 juin 2004 de 14h à 17h
- 1er juillet 2004 de 14h à 17h

PARTICIPANTS

Ce cycle de qualification a rassemblé 34 professionnels.

EVALUATION

Cette évaluation se base sur 15 questionnaires réceptionnés, soit 44 % de taux de réponse.

69,3% des participants, ayant répondu à l'évaluation, se disent tout à fait satisfaits par le contenu de ce cycle. Celui-ci a permis à 60% d'entre eux de réaliser les objectifs suivants : « acquérir une vision d'ensemble sur le fonctionnement du logement en Ile-de-France » et « mieux comprendre les dysfonctionnements actuels liés à la question du logement en Ile-de-France ».

A la fin de ce cycle, 86,6% des participants savent repérer les étapes de la procédure d'expulsion du point de vue juridique alors qu'un peu plus de la moitié est sensibilisée au phénomène des co-propriétés en difficulté.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

En raison du vif intérêt des professionnels, en 2005, ce cycle sera réaménagé et proposé à nouveau dans le programme de qualification-formation du Centre de Ressources. Son élaboration en partenariat sera maintenue.

Par ailleurs, la question du logement sera reprise lors d'une rencontre-débat le 6 avril 2005 avec Christophe Robert, sociologue, responsable des études et de la recherche à la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés. Il présentera « le 10ème rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France 2005 ».

3.5. CYCLE DE QUALIFICATION « PLAN DE COHESION SOCIALE ET SON PROJET DE PROGRAMMATION : ANALYSE ET ETAT DES REFLEXIONS »

Jean-Louis BORLOO, ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, a présenté le 15 septembre 2004 en conseil des ministres, son projet de loi de programmation pour la Cohésion Sociale. Le texte traduit au niveau législatif la plupart des mesures du plan de Cohésion Sociale et crée de nouveaux instruments avec des moyens programmés sur cinq ans atteignant 12,8 milliards d'euros.

Le Centre de Ressources a proposé aux chefs de projets et chargés de mission politique de la Ville en Essonne, un cycle de qualification afin, d'une part, de leur

apporter une analyse du Plan de Cohésion Sociale traduit au niveau législatif par la loi de programmation pour la cohésion sociale ; d'autre part, de leur livrer l'état des réflexions des services publics sur les questions portant sur l'emploi, le logement, l'égalité des chances, et leur mise en œuvre.

Le programme a abordé les points suivants :

- Exposé des motifs de l'Etat ;
- L'égalité des chances entre les enfants et les adolescents ;
- L'égalité des chances entre les territoires : solidarité financière et nouvelle attribution de la Dotation de Solidarité Urbaine ;
- L'emploi : lutter contre le chômage, vers le plein emploi des jeunes, donner leur chance à tous les talents.

INTERVENANTS

Ce cycle de qualification a été élaboré avec l'appui de la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) et d'experts.

Sont intervenus lors de ce cycle :

- Stéphane GRAUVOGEL, sous-préfet chargé de mission à la politique de la Ville en Essonne
- Yves GOEPFERT, chargé de mission à la Délégation Interministérielle à la Ville
- Patrick JOYEUX, chargé de mission au sein de la Délégation Interministérielle à la Ville
- Bernard SIMONIN, responsable du pôle « Etudes, prospective, évaluation et statistiques » à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle d'Ile-de-France

DUREE, DATES

- 25 novembre 2004 de 9h à 17h
- 9 décembre 2004 de 9h à 12h

PARTICIPANTS

Ce cycle de qualification a rassemblé 38 professionnels.

EVALUATION

Ce cycle de qualification n'a pas donné lieu à une évaluation.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

L'état des réflexions des services publics sur la question portant sur le logement et leur mise en œuvre n'a pu être abordé en 2004. Cette réflexion sera poursuivie lors de la rencontre-débat du 6 avril 2005 avec Christophe Robert, sociologue, responsable des études et de la recherche à la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés.

CONSTAT GENERAL

En 2004, en tout, ce sont 156 professionnels qui ont participé aux cycles de qualification, soit en cumulé 308 participants. En moyenne, les groupes ont accueilli 22 personnes. De plus, 21% des participants se sont inscrits à plus de deux cycles de qualification au cours de l'année 2004, ce qui montre une certaine fidélisation des publics.

Le niveau de participation est passé de 60 professionnels en 2003 à 156 en 2004. On constate donc une évolution importante de 160%.

Les principales fonctions des participants étaient : responsables d'associations (21,6%), agents des collectivités territoriales (18,5 %), professionnels de la politique de la Ville (16%). Ont été aussi présents les agents des services de l'Etat (12,3%) et du Conseil Général de l'Essonne (8,6%).

Les participants proviennent de 37 villes en Essonne dont 24 villes en politique de la Ville. La ville d'Evry est majoritairement représentée en raison de la proximité de l'équipement. Les villes de Corbeil-Essonnes, Sainte-Geneviève-des-Bois, Viry-Châtillon sont aussi très représentées.

En 2004, la forte participation et le dédoublement des groupes ont démontré que la proposition formative du Centre de Ressources a répondu avec une certaine pertinence aux besoins des professionnels.

PERSPECTIVES

En 2005, le Centre de Ressources a pour objectif d'optimiser sa mission de qualification aussi bien du point de vue de l'ingénierie, de la communication et de la gestion financière. Un programme élaboré à partir d'une analyse de besoins est proposé sous forme de catalogue pour l'ensemble de l'année.

Il comprend neuf sessions à raison d'une session par mois en moyenne. Afin de prendre en compte les contraintes des professionnels, les sessions sont limitées à une ou deux journées, ce qui correspond à leur disponibilité moyenne.

Dans un objectif d'équilibre budgétaire, une participation financière plus importante sera désormais demandée aux stagiaires, fixée à 50 euros pour les adhérents et à 80 euros pour les non-adhérents par cycle de deux jours.



4. Echanges, rencontres, débats

Après une analyse portant sur les attentes de différents réseaux de professionnels de la politique de la Ville de l'Essonne, et en partenariat avec le réseau des chefs de projets politique de la Ville et le réseau des coordinateurs CLSPD, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne organise trois types de manifestations qui empruntent des modalités différentes :

- Les rencontres-débats proposent de rencontrer un chercheur ou un praticien ayant publié un ouvrage qui a fait débat au cours de l'année ;
- Les journées d'information et de réflexion traitent de façon plus approfondie une question sociale, politique ou urbaine en tant qu'enjeu de la politique de la Ville ;
- Les groupes de travail réunissent des professionnels sur une question donnée afin de mener une analyse collective et de faire émerger des préconisations.

4.1 LES RENCONTRES-DEBATS

En tout, ce sont sept rencontres-débats qui se sont tenues en 2004. De façon générale, s'y côtoient les professionnels de la politique de la Ville et du développement local, les responsables associatifs, les travailleurs sociaux qui exercent dans les quartiers prioritaires et des élus. Ces rencontres-débats qui sont une occasion pour les intervenants de différents secteurs de se rencontrer, favorisent ainsi le décroisement.

En 2004, les rencontres-débats ont été structurées autour de trois thèmes :

- **la question éducative avec :**
 - « Faire grandir les enfants : expériences collectives dans les quartiers d'habitat social » par Joëlle BORDET
 - « Mémoires familiales, ruptures de l'exil » par Jacqueline COSTA-LASCOUX
- **la question de l'emploi avec :**
 - « Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale » par Evelyne PERRIN
 - « L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ? » par Robert CASTEL
- **la question des quartiers prioritaires avec :**
 - « Quartiers en mouvement : pour une pédagogie de l'implication » par l'association PERMIS DE VIVRE LA VILLE
 - « La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué » par Olivier MASCLET

En 2004, ont été également valorisés deux ouvrages publiés par des **acteurs essonniers** qui ont eu un succès d'estime ou un succès médiatique :

- « Quartiers en mouvement : pour une pédagogie de l'implication » par l'association PERMIS DE VIVRE LA VILLE
- « Je suis noir et je n'aime pas le manioc » par Gaston KELMAN

1) « Faire grandir les enfants : expériences collectives dans les quartiers d'habitat social »

DATE

Le 21 janvier 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Joëlle BORDET, est chercheuse au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment depuis 1989. Elle exerce parallèlement les fonctions de directrice de recherche DHEPS à l'université Paris III – Censier depuis 1995.

Auteure de « Les jeunes de la cité », paru aux éditions Presses universitaires de France en 1998.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 41 professionnels.

2) « Mémoires familiales, ruptures de l'exil »

DATE

Le 10 mars 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Jacqueline COSTA-LASCOUX, est directrice de recherche au CNRS, et au Centre d'Etude de la Vie Politique Française/Sciences-Po Paris. Elle a été membre de la commission STASI, commission de réflexion sur le principe de laïcité dans la République.

Auteure de « De l'immigré au citoyen », paru à la Documentation française en 1989 ; de « Logiques d'Etats et immigrations », paru aux éditions Kimé en 1992 ; de « Différences et cultures en Europe », paru aux éditions du Conseil de l'Europe en 1995 ; et de « Les trois âges de la laïcité », paru aux éditions Hachette en 1996.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 57 professionnels.

3) « Quartiers en mouvement : pour une pédagogie de l'implication »

DATE

Le 28 avril 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

L'ASSOCIATION PERMIS DE VIVRE LA VILLE, est une association Loi 1901 sous le haut patronage de l'abbé Pierre. En 2002, elle a été lauréate des « trophées de la démocratie participative » organisés par la Fondation de France et le Conseil National

des Villes. Depuis 1999, l'Association Permis de Vivre la Ville intervient au quartier du Bois Sauvage à Evry dans le cadre du programme « Quartiers en mouvement : mon quartier, c'est ma ville ».

Auteure de « Quartiers en mouvement : participer contre les ruptures, participer à Chambéry-le-Haut, une pédagogie de l'implication », paru aux éditions au nom de la Mémoire en 2002.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 31 professionnels.

4) « Je suis noir et je n'aime pas le manioc »

DATE

Le 26 mai 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Gaston KELMAN est consultant. Il a exercé pendant dix ans les fonctions de directeur de l'Observatoire du Syndicat d'agglomération nouvelle de la ville d'Evry.

Auteur de « Je suis noir et je n'aime pas le manioc », paru aux éditions Max Milo en 2003.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 35 professionnels.

5) « La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué »

DATE

Le 30 juin 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Olivier MASCLET est maître de conférence en sociologie à l'université de Metz, et chercheur au Centre de sociologie européenne et à l'Erase (Equipe de recherche en anthropologie et en sociologie de l'expertise – Université de Metz).

Auteur de « La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué », paru aux éditions La Dispute en 2003.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 24 professionnels.

6) « Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale »

DATE

Le 18 novembre 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Evelyne PERRIN est chargée de mission « emploi-économie-territoires » au Plan Urbanisme, Construction, Architecture du ministère de l'Équipement depuis 1984.

Auteure de « Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale » paru aux éditions La Dispute en juin 2004.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 12 professionnels.

7) « L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ? »

DATE

Le 16 décembre 2004 de 9h à 12h

INTERVENANT

Robert CASTEL est sociologue, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales depuis 1990.

Auteur de « L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé » paru aux éditions du Seuil dans la collection « la République des Idées » en octobre 2003.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 45 professionnels.

CONSTAT GENERAL

En 2004, en tout, ce sont 245 personnes qui ont participé aux 7 rencontres-débats. Le niveau de participation est resté relativement constant puisqu'il était de 252 en 2003 pour un nombre identique de manifestations. Plus de 18% des participants sont venus au moins à deux rencontres-débats au cours de l'année 2004.

Les principales fonctions des participants ont été : responsables d'associations (29 %), agents des collectivités territoriales (17%), travailleurs sociaux (11,5%), professionnels de la politique de la Ville (6,5 %). Ont été peu présents les agents du Conseil Général alors que les agents des services de l'Etat l'ont été un peu plus (9,4%).

Les participants proviennent de 37 villes dont 21 villes essonniennes en politique de la Ville. La ville d'Evry est fortement représentée probablement en raison de la proximité de l'équipement. Les villes de Juvisy-sur-Orge, Corbeil-Essonnes, Courcouronnes et Les Ulis sont aussi représentées.

PERSPECTIVES

En 2005, le Centre de Ressources continuera à proposer régulièrement des rencontres-débats. Les actes des rencontres-débats réalisées en 2004 seront également mis en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources.

Pour le premier semestre, une partie des rencontres-débats aura lieu à Maison de Banlieue et de l'Architecture dans le cadre de l'exposition "Des Ensembles assez Grands - Mémoire et projets "

Pour le second semestre, le programme sera étudié en fonction des contraintes du déménagement du Centre de Ressources.

4.2 LES JOURNEES D'INFORMATION ET DE REFLEXION

Avec ces journées, il s'agit pour le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne de situer les termes du débat public et d'apporter des repères en favorisant la rencontre entre le public, des chercheurs et des experts. L'objectif est de mener une réflexion collective sur une problématique en permettant la confrontation des points de vue des professionnels de terrain.

En 2004, deux journées d'information et de réflexion ont été proposées. Ces deux journées qui s'inscrivaient dans des démarches menées en amont par le Centre de Ressources ont porté sur les thématiques suivantes :

- « Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir » le 9 avril 2004
- « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » le 4 novembre 2004.

Une réunion a été également organisée le 9 juin 2004 afin de restituer les résultats de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » aux soixante femmes qui avaient participé à cette étude.

1) Journée d'information et de réflexion « Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir »

DATE

Le 9 avril 2004 de 9h à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette journée visait à formuler des questions relatives aux inégalités liées aux discriminations, à présenter les réflexions en cours et les expériences susceptibles d'apporter des réponses aux professionnels. L'objectif était d'inciter les professionnels à transformer leurs pratiques et à envisager des actions concrètes sur le terrain.

Les principaux axes de cette journée abordaient les points suivants :

- La discrimination : un enjeu pour l'action publique et un défi pour les politiques publiques ;
- Les discriminations : interroger nos représentations ;
- Présentation du rapport de l'Institut Montaigne « Les oubliés de l'égalité des chances. Participation, pluralité, assimilation ...ou repli ? » ;
- Du constat à l'action : l'avantage du contrat de ville.

De façon complémentaire, se sont tenues deux tables rondes portant sur « Prévention et lutte contre les discriminations, expériences innovantes, démarches locales et leviers d'action » et « Pourquoi et comment s'engager dans un plan d'action local ? ».

INTERVENANTS

Cette journée a été ouverte par Gérard Hérault, vice-président du Conseil Général de l'Essonne chargé de la Politique de la Ville et de l'Habitat, maire de Montgeron et président de l'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Elle a été close et mise en perspectives par Denis PRIEUR, préfet de l'Essonne. Stéphane GRAUVOGEL, sous-préfet, chargé de mission à la Politique de la Ville en Essonne, a participé à une table-ronde.

Par ailleurs, d'autres professionnels ont été sollicités en raison de leur expertise, de leurs compétences complémentaires et de leurs expériences dans le domaine de la lutte contre les discriminations à l'emploi :

- Isabelle RAYNAUD, responsable de Mission Formation et Méthode - Responsable des plans territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations à la Délégation Interministérielle à la Ville
- Fabrice DHUME, chercheur-coopérant ISCRA Méditerranée (Institut Social et Coopératif de Recherche Appliquée)
- Kathy TOLILA, référente du plan local de lutte contre les discriminations raciales au travail - TARBES, responsable de formation - IFRASS - TOULOUSE
- Arnaud DEHEDIN, directeur de l'E.P.I (Espace pour l'Intégration) - Centre de Ressources Intégration et Politique de la Ville - PICARDIE
- Marie DALBERTO HUSSENOT, chargée de mission, Direction de la Population et des Migrations
- Maryse PUIATTI, directrice du contrat de ville de l'agglomération Thionvilloise et responsable du programme territorial « prévention des discriminations raciales sur le marché du travail »
- Nicolas THOMASSET, chargé de mission projet EQUAL interface emploi-PARIS XIII
- Laurence MEHAIGNERIE, journaliste, co-auteur du rapport de l'Institut Montaigne
- Hervé BORDY, juriste et conciliateur de justice, ancien directeur d'un Monde à l'Autre - Centre de Ressources Régional pour la lutte contre les discriminations et l'égalité des chances – Nord-Pas-de-Calais
- Evelyne BOUZZINE, directrice du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne
- Djamel CHERAD, directeur de la Mission locale de Corbeil-Essonnes
- Aïsséta CISSE, directrice de l'Association Génération II-Citoyenneté-Intégration - Evry
- Maryse FONTAINE, chef de Service Intégration Coopération décentralisée à la Mairie d'Evry

PARTICIPANTS

Cette journée d'information et de réflexion a rassemblé 85 professionnels.

EVALUATION

Cette journée d'information et de réflexion n'a pas donné lieu à une évaluation.

2) Journée d'information et de réflexion : « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »

DATE

Le 4 novembre 2004 de 9h à 17h15.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette journée d'information et de réflexion avait pour principaux objectifs de :

- Restituer aux professionnels de la politique de la Ville en Essonne les résultats de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville », coordonnée et publiée par le Centre de Ressources ;
- Etayer ces résultats par des analyses proposées par des chercheurs et des experts des domaines abordés, mais aussi par des expériences menées par des associations et des professionnels.

Les principaux axes de cette journée abordaient les points suivants :

- Présentation de la recherche-action : « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » : la question de l'emploi et du travail des femmes habitant les quartiers en politique de la Ville » ;
- Précarité du travail et de l'emploi des femmes ;
- Eléments de diagnostic et propositions pour faire évoluer l'action publique ;
- Jeunes filles des quartiers en politique de la Ville : parcours scolaires et mode de contrôle social ;
- Jeunes filles et garçons : retrouver la mixité ;
- Recréer des lieux et des temps mixtes ;
- L'école au féminin : parcours scolaires et modèles sociaux, les relations école-famille ;
- Pour la reconnaissance des femmes et en particulier des femmes issues de l'immigration.

De façon complémentaire, se sont tenues deux tables rondes s'intitulant « Des pistes concrètes » et « Construire les relations des familles avec l'école ».

INTERVENANTS

Cette journée a été ouverte par Stéphane GRAUVOGEL, sous-préfet chargé de mission à la politique de la Ville en Essonne et par Marie-Thérèse RIBIER, chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

Par ailleurs, d'autres professionnels ont été sollicités en raison de leur expertise, de leurs compétences complémentaires et de leurs expériences :

- Anne OLIVIER, sociologue – TESSITURE
- Erella DUVAL, sociologue et Briac CHAUVEL, ethnologue -INTEGR'ACTION
- Isabelle PUECH, sociologue, doctorante au CNRS - CSU MAGE
- Christine BULOT, directrice du Pôle de Ressources Départemental Ville et Développement Social du Val d'Oise et Dominique POGGI, consultante au cabinet VERES - Co-auteurs de « Droit de cité pour les femmes »
- Anne-Marie BREMARD, directrice du CIDFF de l'Essonne (Centre d'Information et de documentation du Droit des Femmes et des Familles)
- Nolwenn Le MENTEC, ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)
- Jean-Louis ROBERT, pilote de la cellule technique départementale intersectorielle DDTEFP - AFPA
- Anne-Marie TRONEL, Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne
- Marcella PEREZ, directrice de l'Association Permis de Vivre la Ville
- Maryse ESTERLE-HEDIBEL, maîtresse de conférences à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais – Chercheure au CESDIP/CNRS

- Adolé ANKRAH, directrice de FIA-ISM (Femmes Inter Associations- ISM)
- Nicole MORETTI, principale du collège Les Tarterêts
- Véronique GOUBEAU, médiatrice socio-culturelle - Génération II- Citoyenneté-Intégration
- Thierry TESSON, inspecteur académique adjoint de l'Essonne
- Michèle THEODOR, directrice de La MIPOP
- Maryse FONTAINE, chef de Service Intégration Coopération décentralisée à la Mairie d'Evry
- Evelyne BOUZZINE, directrice du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne

PARTICIPANTS

Cette journée d'information et de réflexion a rassemblé 154 professionnels.

EVALUATION

Une fiche d'évaluation qualitative a été envoyée à tous les participants de cette journée d'information et de réflexion. 20% des participants y ont répondu.

Trois points ont été majoritairement évoqués :

- **l'intérêt des participants pour cette problématique** : l'évaluation a mis en lumière un intérêt particulier des professionnels essonniers. Ils se sont dits « captivés » par cette journée autour de la recherche-action menée à Evry, Vigneux, Ris-Orangis et Les Ulis. Ces quatre villes représentaient près de 45% des inscrits.
- **la qualité des apports professionnels et théoriques** : la confrontation des réflexions et des expériences sur la problématique abordée a animé, de manière constructive, le débat. La majorité des participants affirme s'être sentie concernée par au moins un des thèmes évoqués.
- **la satisfaction des participants** : en règle générale, cette journée d'information et de réflexion a été appréciée des participants et des intervenants grâce, notamment aux échanges de points de vue. Cette satisfaction est à nuancer en raison de la densité des interventions qui a, de fait, limité les débats.

De plus, cette journée d'information et de réflexion a suscité l'intérêt de quelques medias, en particulier au niveau local. Etaient présents des journalistes de : Télésonne, Républicain de l'Essonne, France bleu Melun etc. Quelques articles, parus dans la presse et sur Internet, ont annoncé également la parution de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » (Le Parisien-édition de l'Essonne, Télérama, le Lien social, Actualités Habitat etc.).

3) Réunion de restitution des résultats de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »

DATE

Le 9 juin 2004 de 14h à 17h

OBJECTIFS

Il s'agissait pour le Centre de Ressources de restituer de manière privilégiée les résultats

de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » aux soixante femmes qui avaient participé à cette étude.

INTERVENANTS

Anne OLIVIER, sociologue – TESSITURE, Erella DUVAL, sociologue et Briac CHAUVEL, ethnologue -INTEGR'ACTION

Auteurs de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville », coordonnée et publiée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, financée par la Préfecture de l'Essonne - Mission Ville, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne et La Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

PARTICIPANTS

Cette réunion a rassemblé 42 personnes, membres des groupes constitués pour la recherche-action.

EVALUATION

Cette réunion n'a pas donné lieu à une évaluation.

CONSTAT GENERAL

En 2004, en tout, ce sont 281 professionnels qui ont participé aux journées d'information et de réflexion.

Le niveau de participation est passé de 153 professionnels en 2003 à 281 en 2004 pour un même nombre de journée organisée. On constate donc une évolution importante de 83,7 %.

On note également une forte représentation du milieu associatif avec 38,8% de participants. Les autres fonctions des participants ont été principalement : agents des collectivités territoriales (12,5%) et agents des services de l'Etat (11%).

Les participants proviennent de 30 villes dont 20 villes essonniennes en politique de la Ville. La ville d'Evry est majoritairement représentée probablement en raison de la proximité de l'équipement. Les villes des Ulis, de Juvisy-sur-Orge, de Corbeil-Essonnes, de Ris-Orangis et de Sainte-Geneviève-des-Bois ont été aussi très représentées.

En 2004, cette forte participation a démontré que ce type de manifestations correspond aux attentes des acteurs de la politique de la Ville en Essonne.

PERSPECTIVES

En 2005, le Centre de Ressources a pour objectif de poursuivre sa mission d'échange et de rencontre. Les actes des journées d'information et de réflexion réalisées en 2004 seront également mis en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources.

L'objectif est d'élaborer un programme en partenariat avec des associations ou des structures complémentaires par leur champ d'expertise. Ainsi, une journée d'information et de réflexion intitulée « Histoire des grands ensembles : mémoires d'habitants » est en cours d'élaboration avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, le CAUE 91 et CINEAM.

4.3 UN GROUPE DE TRAVAIL « LA PARTICIPATION DES HABITANTS/INSTANCES DE CONCERTATION DANS LES QUARTIERS »

A l'issue de la conférence-débat consacrée à « La participation des habitants/Instances de concertation dans les quartiers » du 20 mars 2003, des participants ont manifesté leur intérêt et leur volonté de s'investir dans un groupe de travail sur la participation des habitants qui a ainsi débuté en avril 2003 pour une durée d'un an.

L'objectif de ce groupe de travail était d'observer, de capitaliser les expériences innovantes et significatives afin de favoriser l'émergence de nouveaux outils et de nouveaux dispositifs en ce domaine.

Le groupe a procédé à :

- l'analyse des textes législatifs ;
- l'audition de porteurs d'expériences ;
- l'élaboration d'une grille d'analyse envoyée sous forme d'enquête à toutes les communes de l'Essonne.

DATES, DUREE

De janvier à avril 2004, un groupe de travail mensuel de 9h à 12h.

INTERVENANTS

Ce groupe de travail a été animé par Anne OLIVIER, sociologue du cabinet Tessiture, Erella DUVAL et Briac CHAUVEL de l'association Intégr'action.

Ont également été auditionnés des professionnels ayant mis en place un dispositif de démocratie participative et des porteurs de projets :

- Patrick NORYNBERG, directeur de la Politique de la Ville au Blanc Mesnil (Seine-Saint-Denis) et auteur de l'ouvrage « Faire la ville autrement ».
- L'Association Permis de Vivre la Ville, sous le haut patronage de l'abbé Pierre et lauréate en 2002 des « trophées de la démocratie participative » organisés par la Fondation de France et le Conseil National des Villes.
- La Maison de la Citoyenneté et de la Vie associative de Morsang-sur-Orge.
- Mamadou DEME, sociologue des migrations et du développement local, chargé de mission « Intégration des populations étrangères » de la ville de Grigny et technicien supérieur de l'éducation populaire de la jeunesse.

PARTICIPANTS

Ce groupe de travail a rassemblé de manière régulière 11 participants.

CONSTAT

En 2004, le groupe de travail a permis de réunir régulièrement des professionnels sur une question donnée afin de mener une analyse collective et de faire émerger des préconisations.

PERSPECTIVES

La publication de l'ensemble de cette démarche est en cours. Les textes seront mis en ligne au deuxième semestre 2005.

En 2005, le Centre de Ressources propose également deux nouveaux groupes de travail qui prolongent la recherche-action sur « les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » : un groupe sur « la mixité chez les adolescents des quartiers en politique de la Ville » et un groupe sur « les relations des parents avec l'école ».



5. Participation aux réseaux et partenariat avec des acteurs de la Politique de la Ville

En 2004, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi sa démarche de participation aux réseaux formels et informels, tant au niveau national, régional qu'au niveau départemental. Il a également impulsé et soutenu la mise en place de partenariats dans le département sur les thématiques transversales de la politique de la Ville.

Sont présentés ici des partenariats qui ont nécessité un investissement dans la durée et/ou ont donné lieu à des actions identifiables. Ne sont donc pas présentées les participations ponctuelles ou qui n'ont pas donné lieu à des réalisations.

Cette mission est suivie par la directrice qui y a consacré 25% de son activité, en privilégiant les partenariats essonniers. On peut avancer que pour des raisons de temps, le Centre de Ressources ne peut répondre à toutes les propositions, souvent fortes intéressantes, et doit donc procéder à des choix en cohérence avec ses axes de travail. Le développement de cette mission qui répond à un besoin réel des territoires, nécessiterait à l'avenir un renforcement de l'équipe par le recrutement d'un chargé de mission.

5.1 AU NIVEAU NATIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, en tant que membre du réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville, a assisté régulièrement aux rencontres organisées par le Centre de Ressources de la Délégation Interministérielle à la Ville. L'objectif est d'échanger sur les pratiques et les modes d'organisation et de partager l'information.

Il a pris part aux différents séminaires organisés dans le cadre d'une démarche menée conjointement par la DIV-le FASILD et la DRTEFP sur la lutte contre les discriminations à l'emploi et à l'accès au logement.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a également apporté sa contribution à la démarche portant sur les PST (projets sociaux de territoire) animée par la Délégation Interministérielle à la Ville.

5.2 AU NIVEAU REGIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a collaboré au réseau des professionnels constitué par la Mission Droit et Ville qui mène une réflexion sur l'accès au logement, la prévention des expulsions et les copropriétés en difficulté. Il a participé à

une journée élaborée à l'initiative de cette association.

Il s'est associé à l'étude menée par le cabinet GESTE à l'initiative de la préfecture de la région Ile-de-France. Cette étude portait sur les besoins de la région Ile-de-France en matière de qualification, de mise en réseau et de fonction ressources. Le rendu de cette étude et la suite à y donner font l'objet de discussions entre les trois centres de ressources politique de la Ville d'Ile-de-France, la préfecture de région et le conseil régional.

5.3 AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

1) Dans le champ éducatif et du soutien à la parentalité :

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a rencontré les membres du réseau informel des **coordinateurs de la Veille Educative de l'Essonne** et a fait des propositions en matière de qualification. Il a répondu également aux demandes des membres de ce réseau en matière d'information et de documentation.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, membre du réseau informel des **Coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de l'Essonne**, a fait des propositions en matière de qualification. Il a également répondu aux demandes des membres de ce réseau en matière d'information et de documentation.

Avec **L'UDAF 91**, il a élaboré une action de qualification en direction des représentants des associations familiales.

Avec **ACTE 91 et la MIPOP**, il a collaboré au montage d'une action portant sur "Les mémoires familiales " au **collège Jean Vilar** à Grigny dans le cadre du projet « **Art-ethno** ».

Pour **la Ligue de l'Enseignement de l'Essonne**, il a contribué à l'organisation d'une journée consacrée à la co-éducation le 6 décembre 2004 et à élaborer les dossiers de participant.

Il a ponctuellement coopéré à une étude portant sur les grossesses réparatrices et les grossesses précoces menée par **Génération II-Citoyenneté-Intégration**

Il a conventionné avec l'association **FIA-ISM** pour animer deux groupes de travail : « Sensibilisation du public à la fonction parentale » et « Formation des acteurs à l'accompagnement à la fonction parentale ».

Dans le cadre au comité de pilotage des Réseaux d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement 91, il a assisté aux différents comités de pilotage ayant eu lieu au cours de l'année.

2) Dans le domaine de l'habitat et du logement

Il s'est impliqué dans des actions de partenariat avec :

- **Maison de Banlieue et de l'Architecture** pour la réalisation d'un projet de recensement et de mise en réseau des ressources documentaires disponibles en Essonne en matière d'urbanisme et d'habitat ;
- L'association **CINEAM** pour une action, en cours de réalisation, de collectage de films familiaux des grands ensembles en Essonne en partenariat avec **Maison de Banlieue et de l'Architecture et le CAUE 91** ;
- **L'ADIL 91** et le **PACT ARIM 91** pour l'élaboration et la réalisation d'un cycle de qualification intitulé " La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne » ;

3) Dans le cadre du plan de lutte contre les discriminations

A l'issue de la formation-action « **Lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation** » et dans la dynamique de la journée d'information et de réflexion du 9 avril 2004 « **Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir** » le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne s'est fortement impliqué dans la démarche préfigurant « **le plan d'actions de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des jeunes diplômés de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'Agglomération d'Evry-Centre-Essonnes** ».

Membre du comité de pilotage mené par le sous-préfet chargé de mission politique de la Ville en Essonne, il a contribué à la rédaction de la charte annexée « **charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'agglomération d'Evry-Centre-Essonnes** ».

De par son expertise et son expérience dans un réseau national, des préconisations ont pu être émises sur la méthode. Sur le territoire de l'Essonne il a été procédé à l'information des partenaires et à l'argumentation en faveur de cette action auprès des associations et des intermédiaires de l'emploi et des acteurs des collectivités territoriales. Cette dynamique engagée dans le partenariat sera renforcée par le « **programme départemental de sensibilisation et de formation /Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation** » qui sera réalisé en février et mars 2005.

4) Dans le cadre de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »

La recherche-action portant sur « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » a été menée à l'initiative de la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, par la Mission Ville-Préfecture de l'Essonne et par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Coordonnée par le Centre de Ressources, elle a été réalisée par les cabinets Tessiture et Intégr'action.

Commencée en novembre 2003 suite à un appel d'offre, elle a été achevée en juin 2004 avec un rendu au comité de pilotage en juillet 2004.

Cette recherche-action, menée dans les quartiers d'Evry, Ris-Orangis, Les Ulis et Vigneux-sur-Seine, a été basée sur un partenariat actif avec les cabinets, **Tessiture et Intégr'action**, et les associations suivantes : **Génération Femmes, la Maison pour tous des Amonts, l'œil du Cyclone, Permis de Vivre la Ville, la Voix des Jeunes et Génération II-Citoyenneté-Intégration.**

Une journée de restitution a été organisée par le Centre de Ressources le 9 juin 2004. Elle a rassemblé 42 femmes qui s'étaient impliquées dans cette démarche. Les résultats de cette étude ont donné lieu à une publication qui a été présentée lors d'une journée d'information et de réflexion le 4 novembre 2004.

Cette recherche-action a constitué un axe majeur en 2004 pour le Centre de Ressources.

5) Dans le cadre du « guide des crédits de droits communs de l'Etat dans le domaine de la Politique de la Ville »

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a organisé les réunions du comité d'orientation pour le « **guide des crédits de droits communs de l'Etat dans le domaine de la Politique de la Ville** », où étaient présents les chefs de projet Ville des villes d'Etampes et de Montgeron, le directeur de la politique de la Ville de la communauté d'agglomération du Val d'Orge, un représentant de la Mission Ville, un représentant du Conseil Général de l'Essonne, ainsi que le cabinet conseil Savoir-Faire&Cie.

6) Dans le cadre d'accompagnement de projet

35 professionnels (responsables associatifs, étudiants en DESS) ont été reçus par la Directrice du Centre de Ressources afin de leur apporter des conseils concernant l'accompagnement de projets, la méthodologie et le montage de projet, mais aussi afin de leur apporter des éléments concernant les enjeux de thématiques, principalement dans le domaine du soutien à la parentalité et de la politique de la Ville.



6. Site Internet, publications et capitalisation d'expériences

6.1 LE SITE INTERNET

Pour un centre de ressources politique de la Ville, un site Internet constitue un outil incontournable car il permet de renforcer et de développer l'ensemble de ses missions. C'est en effet un véritable outil de diffusion d'information et de communication auprès d'un large public. Il peut aussi contribuer aux missions de publications et de capitalisation d'expériences.

Au début de l'année 2004, sur les 15 centres de ressources politique de la Ville régionaux et départementaux existants, 7 centres de ressources disposaient d'un site Internet ; 5 centres de ressources étaient en cours d'en élaborer un ; 3 centres de ressources n'en disposaient pas, dont le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Dès son ouverture au public, la réalisation d'un site Internet constituait un projet de développement pour le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Un projet a pu être amorcé en mars 2004, en particulier à la suite d'un constat simple : publier en ligne les actes des journées d'information et de réflexion et des rencontres-débats organisées par le Centre de Ressources depuis son ouverture au public permettrait de réduire considérablement les coûts de réalisation liés au format papier. Le 15 novembre 2004, le Centre de Ressources a été en capacité de mettre en ligne son site Internet.

OBJECTIFS

Les principaux objectifs de ce projet étaient de :

- Informer un plus large public et mieux informer sur les activités, l'actualité et les projets du Centre de Ressources ;
- Mettre à disposition en accès libre toutes les productions réalisées par le Centre de Ressources, notamment les actes des journées d'information et de réflexion, les actes des rencontres-débats, la lettre d'information mensuelle « Expression », les bibliographies thématiques etc.
- Proposer des outils de capitalisation d'expériences essonniennes (fiches d'expériences etc.)

REALISATION DU PROJET

Ce projet a été réalisé par la chargée d'information et de documentation en coordination avec la directrice du Centre de Ressources et la chargée de mission publications.

Afin de pouvoir publier en ligne ses actes avant la fin de l'année 2004, le Centre de Ressources a choisi de faire héberger son site Internet sur le site d'une association essonnoise partenaire, Maison de Banlieue et de l'Architecture.

Grâce à ce partenariat, les temps de conception et de mise en ligne du site Internet ont été considérablement réduits. Le choix du prestataire a été systématique. Il s'agit de la société Edire, spécialisée dans la conception graphique de publications et de site Internet. Moins coûteuse, cette solution a également permis d'amorcer ce projet rapidement au cours de l'année 2004 (avril-mai) sans tenir compte de l'obtention au préalable de financements liés à la création d'un site.

Pour réaliser son site Internet, le Centre de Ressources a effectué les activités suivantes :

- Evaluer le projet avec le prestataire ;
- Déterminer l'arborescence du site ;
- Rédiger le contenu des pages et des rubriques, déterminer les liens et les fichiers téléchargeables ;
- Préparer les documents qui seront mis en téléchargement sur le site (homogénéiser leur mise en page et les transformer en format PDF) ;
- Déterminer une ligne graphique avec le prestataire (têtes, couleurs, page d'accueil etc.) ;
- Corriger les pages conçues par le prestataire (orthographe, mise en forme) ;
- Tester l'ensemble du site (les liens etc.) et le valider pour la mise en ligne effective.

Dès la mise en ligne du site Internet, le Centre de Ressources a prévu d'en faire une large communication. Pour cela, une plaquette de présentation du site a été réalisée par le concepteur graphique. Elle a été largement diffusée par courrier et par mail avec l'envoi de la lettre « Expression », mais aussi lors de divers événements organisés par le Centre de Ressources.

En décembre 2004, une première mise à jour du site a été effectuée.

NOMBRE DE VISITEURS/EVALUATION

Le site ayant été mis en ligne le 15 novembre 2004, il est très peu significatif de se baser sur les statistiques recueillies pour le mois de novembre : la communication réalisée sur le site n'a été vraiment lancée que dans la deuxième moitié de novembre. En décembre 2004, 1066 visites ont été effectuées sur le site Internet du Centre de Ressources. 4501 pages ont été consultées et 12248 Ko de fichiers ont été téléchargés, en particulier les actes de la journée d'information et de réflexion du 26 juin 2003 « Rénovation urbaine/renouvellement urbain : quelles perspectives à l'aube du XXI^{ème} siècle ? », les actes des rencontres-débats de l'année 2003, les bibliographies et la lettre « Expression ».

Ces quelques chiffres montrent que, d'une part, le site Internet du Centre de Ressources a été relativement consulté peu après sa mise en ligne ; et d'autre part, que le principal objectif du site a répondu aux attentes des visiteurs : le téléchargement de toutes les productions du Centre de Ressources.

De manière générale, le Centre de Ressources a obtenu des retours plutôt positifs concernant son site Internet, notamment de la part de ses partenaires, dans leurs bulletins d'information. Le site Internet y a été souvent qualifié de « clair », « complet »

et « rigoureux ». Par ailleurs, le Centre de Ressources a proposé dès la page d'accueil de son site un accès à la boîte mail de la chargée d'information et de documentation afin de communiquer toutes remarques ou propositions. Le Centre de Ressources n'a reçu aucun mail à ce jour.

CONSTAT

En 2004, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a su mettre en place un site d'information et de communication dans un temps « record » (trois mois). Ce site a permis de mettre à disposition d'un large public toutes les productions du Centre de Ressources, en particulier les actes des journées d'information et de réflexion et les actes des rencontres-débats de l'année 2003. En 2004, le Centre de Ressources a ainsi proposé aux utilisateurs un site riche en contenu, avec notamment de nombreux fichiers à télécharger, mais aussi un site comportant une navigation claire qui permet d'appréhender l'ensemble des activités et des missions du Centre de Ressources.

Fin 2004, le site Internet n'est donc plus un projet, mais un outil concret d'information : les objectifs fixés en 2003 ont été ainsi pleinement atteints.

PERSPECTIVES

En 2005, les objectifs concernant le site Internet sont :

- Assurer régulièrement les mises à jour du site Internet afin de garantir l'actualité et la fiabilité des informations mises en ligne (au minimum une fois par mois) ;
- Etre hébergé de manière autonome avec une adresse URL propre;
- Poursuivre l'effort de communication mis en place à la fin de l'année 2004 et continuer le référencement du site auprès des partenaires ;
- Créer de nouvelles rubriques sur le site, notamment concernant la capitalisation d'expériences (par exemple, un outil de capitalisation d'expériences des acteurs du plan local de lutte contre les discriminations et aussi d'associations de femmes essonniennes dans le champ de l'emploi, de l'insertion et de l'économie etc.).

6.2 LES PUBLICATIONS ET LA CAPITALISATION D'EXPERIENCES

La mission de publications avait été amorcée en 2003, notamment par la réalisation de quatre cassettes vidéos portant sur deux journées d'information et de réflexion et de deux rencontres-débats.

Mais, c'est en 2004 que le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a pu concrétiser pleinement cette mission. Afin de mettre en ligne les premières publications, une chargée de publications a été recrutée à temps partiel en février 2004 pour une durée de six mois. En octobre 2004, ce poste a été repris par une chargée de mission publications en contrat d'apprentissage en DESS à la Faculté d'Evry Val d'Essonne.

OBJECTIFS

Cette mission a pour principaux objectifs de :

- garder trace des contributions données par les intervenants dans le cadre des cycles de qualification, groupes de travail, rencontres-débats, journées d'information et de réflexion ;
- les publier ;
- les mettre à disposition ;
- les diffuser.

REALISATION DU PROJET

Ce projet a été réalisé par les deux chargées de publications et coordonné par la directrice du Centre de Ressources. La chargée d'information et de documentation a également participé à la réalisation des annexes et des bibliographies, ainsi qu'à la relecture des publications.

Dès février 2004, après avoir effectué une évaluation des coûts de réalisation de cette action, il a été décidé de produire des publications électroniques en format PDF, mises en ligne sur un site Internet, plutôt que de produire des publications papier, extrêmement coûteuses.

En 2004, ont été réalisées les activités suivantes pour réaliser ce projet :

- Mise en place d'un formulaire d'autorisation de publication destiné aux intervenants ;
- Recueil des textes des intervenants et/ou retranscription des interventions ;
- Choix d'un prestataire, concepteur graphique ;
- Réécriture des textes recueillis et des retranscriptions afin de rendre accessibles par écrit les interventions réalisées en style oral ;
- Dans certains cas, travail sur les droits d'auteur pour les images, les photos ;
- Dans certains cas, élaboration d'annexes (glossaire, bibliographie etc.)
- Correction des textes réécrits par une correctrice professionnelle et validation par les auteurs et le Centre de Ressources ;
- Mise en page par le concepteur graphique ;
- Dernière relecture et validation avant la mise en ligne des textes.

1) Les actes mis en ligne sur le site Internet

Dès novembre 2004, ont été mis en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources les actes de :

- La journée d'information et de réflexion du 26 juin 2003 « **Rénovation urbaine/renouvellement urbain : quelles perspectives pour les villes à l'aube du XXIème siècle ?** » ;
- La rencontre-débat de 20 mars 2003 « **La participation des habitants/Instances de concertation dans les quartiers** » avec Anne OLLIVIER, Erella DUVAL, Briac CHAUVEL et Frédéric MANCEAU ;

- La rencontre-débat du 24 avril 2003 « **La gestion urbaine de proximité** » avec Antoine ANDERSON ;
- La rencontre-débat du 19 juin 2003 « **La lutte contre les discriminations raciales** » avec Martin CLEMENT ;
- La rencontre-débat du 9 octobre 2003 « **Faire société : la politique de la Ville aux Etats-Unis et en France** » avec Jacques DONZELOT ;
- La rencontre-débat du 20 novembre 2003 « **Ces banlieues qui nous font peur...** » avec Nicolas BUCHOUD ;
- La rencontre-débat du 17 décembre 2003 « **Répondre à la violence : quelques pistes de réflexion** » avec Sophie BODY-GENDROT.

2) La recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »

En novembre 2004, cette recherche-action a été la seule publication réalisée en format papier par le Centre de Ressources.

Cette publication a été mise en page par le concepteur graphique Edire. Elle a été tirée en 500 exemplaires. Un bon de commande a été réalisé pour sa mise en vente et largement diffusé auprès des publics du Centre de Ressources.

3) Guide des crédits de droits communs de l'Etat dans le domaine de la politique de la Ville

Le Centre de Ressources Politique de la Ville s'est vu confié par la Direction de la Coordination et des Actions Interministérielles du bureau de la Mission Ville de la Préfecture de l'Essonne, la réalisation d'un guide des crédits de droit commun de l'Etat dans le domaine de la politique de la Ville afin d'informer les chefs de projet ville et les professionnels de la politique de la Ville de l'ensemble des possibilités de financement des actions réalisées dans le cadre de la politique de la Ville.

L'élaboration de ce guide a été confiée au prestataire, le cabinet Savoir-Faire&Cie en la personne de Monsieur Antoine ANDERSON, dont la proposition d'intervention du 19 mai 2003 a été retenue par l'ensemble du Comité d'Orientation.

Le cabinet Savoir-Faire&Cie n'a pas respecté le calendrier figurant au cahier des charges, malgré plusieurs comités de pilotage, plusieurs réunions avec la Mission-Ville, et plusieurs mises en demeure. En septembre 2004, le cabinet informait le Centre de Ressources, qu'il n'était pas en mesure de remettre un document complet : il manquait notamment les chapitres consacrés au FASILD et à la DDTEFP.

En raison de l'important retard, le Centre de Ressources a décidé d'engager une procédure de référé devant le Tribunal de Grande Instance de Paris qui, par ordonnance du 18 novembre 2004, s'est déclaré incompétent pour juger de cette affaire.

Le Conseil d'Administration a pris la décision de mener une réflexion sur les suites à donner.

CONSTAT

En 2004, le Centre de Ressources a su mobiliser les moyens nécessaires à la réalisation de cette mission de publication, et surtout il a su innover en s'adaptant aux technologies existantes. Soucieux de la qualité des textes, il a mis en place une ligne éditoriale rigoureuse et sérieuse quant à son contenu.

Fin 2004, la publication n'est donc plus au stade d'un projet : elle a été réalisée concrètement par le Centre de Ressources. Les objectifs définis en 2003 ont été ainsi atteints.

Concernant la capitalisation d'expériences, le Centre de Ressources n'est pas en mesure de développer cette mission, qui nécessiterait la création d'un poste à mi-temps.

PERSPECTIVES

En 2005, le Centre de Ressources poursuivra cet effort de qualité en publiant les actes des événements ayant eu lieu en 2004 :

- La journée d'information et de réflexion du 9 avril « Lutte contre les discriminations : comprendre-prévenir-agir » (parution prévue en avril) ;
- La journée d'information et de réflexion du 4 novembre « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » (parution prévue en mai) ;
- Les sept rencontres-débats ayant eu lieu au cours de l'année (parution prévue en juin).

Le Centre de Ressources a également réfléchi à sa mission de capitalisation d'expériences, notamment par la mise en ligne sur son site Internet d'un outil de capitalisation d'expériences des acteurs du plan local de lutte contre les discriminations et/ou d'associations essonniennes de femmes.

Le coût représenté par cette mission n'a pas été envisagé dans le budget prévisionnel 2005. Des hypothèses seront émises courant 2005 pour trouver une solution.



7. Fonctionnement associatif et gestion de l'Association

7.1 FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

LES ADHERENTS

Pour l'année 2004, l'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne compte parmi ses adhérents des personnes physiques et morales intervenant dans le domaine de la politique de la Ville et du développement social dans le département de l'Essonne, et notamment :

- Les communes, les Communautés d'Agglomération et de Communes du département de l'Essonne ;
- Les fédérations et associations impliquées dans la Politique de la Ville ;
- Les professionnels et experts du développement social urbain, et de l'intervention sociale ;
- Les associations et partenaires privés et publics désireux de soutenir le projet de l'Association par leur adhésion, leur soutien financier ou leur action en matière de politique de la Ville ;
- Des professionnels experts et chercheurs intervenant dans ce même domaine.

En 2004, le nombre d'adhérents se compose comme suit :

- Personnes physiques : 46
- Personnes morales : 24
 - Dont : 20 associations*
 - ACIP
 - ACT 91
 - ADAGIO Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale Intercommunale
 - ADIL 91
 - Agence d'Urbanisme et de développement Essonne-Seine-Orge
 - Association Génération Femmes
 - Association Génération II Citoyenneté-Intégration
 - Association INTEGR'ACTION
 - Association MUEVE (Maison Université Entreprise Val d'Essonne)
 - Association V3M
 - Centre Social APVM
 - Collectif de Parents 91
 - Fédération des Centres Sociaux et Socio-Culturels de l'Essonne
 - Femmes Inter Associations–Inter Services Migrants
 - Ligue de l'Enseignement de l'Essonne
 - Maison de Banlieue et de l'Architecture
 - MIPOP
 - PACT-ARIM Essonne
 - Permis de Vivre la Ville
 - UDAF de l'Essonne

- Organisme privés ou publics : 4
 - Agence foncière et Technique de la Région Parisienne
 - Direction Départementale de l'Équipement
 - GIP Centre Essonne
 - GIP Grand Projet de Ville-PIC URBAN 2 de Grigny et Viry-Chatillon
- Les collectivités :
 - Dont : 7 communes, soit un total de 199.698 habitants*
 - Ville d'Étampes (22.114 habitants)
 - Ville d'Evry (50.013 habitants)
 - Ville de Chilly-Mazarin (17.868 habitants)
 - Ville de Corbeil-Essonnes (39.561 habitants)
 - Ville de Courcouronnes (14.037 habitants)
 - Ville de Palaiseau (30.158 habitants)
 - Ville des Ulis (25.947 habitants)
 - Dont : 4 communautés d'agglomération et communautés de communes, soit un total de 302.063 habitants*
 - La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge (122.100 habitants)
 - La Communauté d'Agglomération Les Lacs de l'Essonne (55.149 habitants)
 - La Communauté d'Agglomération Sénart-Val-de-Seine (76.262 habitants)
 - La Communauté de Communes «Les Portes de l'Essonne » (48.552 habitants)

En 2004, l'Association a renouvelé sa campagne d'adhésions. Aussi, elle a régulièrement communiqué en direction des participants aux différentes manifestations et usagers de l'espace d'information et de documentation sur la nécessité d'adhérer.

Ceci a permis de faire augmenter le nombre d'adhérents comme suit :

- Personnes physiques = + 48,39 % ;
- Personnes morales = + 71,43 % ;
- Le nombre d'organismes publics ou privés est passé de 1 en 2003 à 4 en 2004
- Collectivités :
 - Le nombre de villes est passé de 3 en 2003 à 7 en 2004
 - Le nombre de communautés d'agglomération et communautés de communes est passé de 2 en 2003 à 4 en 2004.

Malgré un effort des collectivités territoriales, on constate un différentiel significatif entre le nombre de participants et d'usagers et le nombre d'adhérents.

LES INSTANCES

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 28 mai 2004. Le Conseil d'Administration a été renouvelé dans son ensemble, et il a été procédé au remplacement du représentant de l'UDAF de l'Essonne.

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est administrée par les instances suivantes :

1) Le Conseil d'Administration

Il est composé de 11 membres répartis en deux collèges :

- 1° collège dont le représentant du Conseil Général de l'Essonne d'une part ; les communes, communautés d'agglomérations et de communes, d'autre part ; parmi lesquelles peuvent être désignés 4 administrateurs.
- 2° collège dont les associations ou organismes sociaux impliqués dans la mise en œuvre de la politique de la Ville en Essonne, les professionnels ou experts du développement social urbain, de l'insertion économique et de l'intervention sociale.

Cette instance s'est réunie deux fois en 2004. Le bureau s'est réuni une fois.

2) Le Comité d'Orientation

Le Comité d'Orientation, désigné par le Conseil d'Administration émet une proposition de programme d'actions à entreprendre par l'Association en conformité avec son objet. En 2004, exceptionnellement, cette instance ne s'est pas réunie.

3) Le Comité des Financeurs

Le Comité des Financeurs est composé de :

- Un représentant de chaque collectivité ou organisme public, adhérent ou non, dès lors qu'il participe au financement de l'Association : Région, Département, Etat, Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations, la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Deux membres du Conseil d'Administration de l'Association ne faisant pas partie de l'une ou l'autre collectivité ou organisme précité, désignés par ledit Conseil.

Il a pour objet de constituer :

- Une instance de veille permettant de garantir la bonne affectation des fonds publics aux objectifs pour lesquels ils ont été accordés. A ce titre, il entend le bilan annuel d'activité de l'Association et contrôle le respect des conventions d'objectifs contractualisés avec les financeurs publics ;
- Une instance de débat entre représentant, des financeurs et du Conseil d'Administration de l'Association à propos de l'activité du Centre de Ressources départemental et des évolutions qui la sous-tendent.

Le Comité des financeurs se réunira pour l'exercice 2004 le 13 avril 2005.

LES FINANCEURS

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est signataire de conventions pluriannuelles avec :

- L'Etat (Préfecture de l'Essonne et Préfecture de Région Ile-de-France)
- Le Conseil Général de l'Essonne
- La Caisse des Dépôts et Consignations

En 2004, le Centre de Ressources a été signataire d'une convention pluriannuelle avec le Fonds Social Européen.

L'Association a également reçu en 2004 pour la construction du site Internet, des subventions de :

- La Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports
- La fondation FACT (French American Charitable Trust)
- La Mairie d'Evry

Le Centre de Ressources a aussi reçu des subventions pour la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » de la part de la Mission Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité.

Le FASILD a financé l'ingénierie de formation du programme départemental de sensibilisation et de formation « Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation ».

7.2 LA GESTION DE LA STRUCTURE

L'ÉQUIPE

L'équipe actuelle est composée de :

- Evelynne BOUZZINE - Directrice
- Marie Hélène VILCOQ – Assistante de direction
- Delphine DORE – Chargée d'information et de documentation
- Sophie PECQUENARD – Assistante de formation, chargée de la base de données annuaire
- Aminata DIAWARA – Chargée de mission publication (Contrat d'apprentissage)

En 2004, cette équipe a été renforcée par le recrutement en CDD à temps partiel d'une chargée de mission de publication qui a travaillé à la préfiguration de la mise en ligne des publications. Ce CDD n'a pu être transformé en CDI, le Centre de Ressources ne pouvant faire face au coût salarial que ce poste représentait. Cette mission a été confiée à une salariée en contrat d'apprentissage, dont la Directrice assure le tutorat.

Les missions d'information et de documentation s'étant particulièrement développées, ainsi que l'activité générale du Centre de Ressources, il a été procédé au recrutement en octobre 2004 d'une stagiaire en formation documentation à l'École des Bibliothécaires et de Documentalistes de Paris. Cette stagiaire-documentaliste est présente au Centre de Ressources 8H par semaine les mercredi et vendredi après-midi jusqu'au 30 mars 2005.

Sa mission consiste à assurer les activités documentaires indispensables suivantes :

- Participation à la veille documentaire hebdomadaire ;
- Constitution des dossiers documentaires.

Les intervenants suivants ont participé activement et contribué au développement de l'activité du Centre de Ressources :

- Antoine ANDERSON
- Jean-François BERNOUX

- Hervé BORDY
- Briac CHAUVEL
- Christine CORBILLE
- Nathalie COSTANDI
- François DELOUVRIER
- Jean-Luc DUCHEMIN
- Yves GOEPFERT
- Dominique DURET
- Erella DUVAL
- Serge GARBE
- Patrick JOYEUX
- Christian MEUNIER
- Anne OLIVIER
- Maria PEAN
- Nicolas RAGHAVAN
- Bernard SIMONIN

Les bénévoles, et en particulier M. Gérard HERAULT, président de l'Association et les membres du Conseil d'Administration et du bureau, ont par leur écoute et leur intérêt soutenu et validé l'ensemble du projet.

LES LOCAUX

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est installé dans les locaux gracieusement prêtés par le Conseil Général de l'Essonne. Les locaux sont composés d'un bureau, d'un plateau d'accueil, d'un espace dédié à la documentation et d'un local technique.

Les cycles de qualification se sont tenus dans deux salles ponctuellement prêtées par le Conseil Général de l'Essonne, dans les immeubles France-Evry, et dans les locaux de l'UDAF de l'Essonne.

Les rencontres-débats mensuelles ont eu lieu également salle 100 - Tour Malte. La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne a accueilli à coût réduit le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne pour les journées d'information et de réflexion.

En 2004, Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a fait face à un manque de locaux et de salles qui quelquefois a freiné son activité car il a dû résoudre des problèmes important de logistique.

L'EQUIPEMENT

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi son investissement en matière d'équipement informatique.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

En 2005, les questions liées à l'équipe et aux locaux constitueront les deux points essentiels concernant le fonctionnement et la gestion de l'association.

L'ÉQUIPE

On peut avancer que le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne pâtit d'un déficit structurel de ressources humaines. Au regard du budget, la masse salariale ne pouvant être augmentée, des solutions de recrutement ont été envisagées qui tiennent plus de l'inventivité que de la gestion des ressources humaines.

Pour le centre de documentation, le recrutement de stagiaires permet de faire face en partie à la charge d'activités. Mais le turn-over représente un handicap. Le recrutement d'une aide-documentaliste correspondrait mieux aux besoins.

Pour les publications, le recrutement d'une étudiante en contrat d'apprentissage permet d'assurer un suivi de cette mission tout en exigeant un vrai tutorat conformément à son contrat.

Pour les missions de qualification des professionnels, d'échanges, de débats et de mise en réseau, missions assurées par la Directrice du Centre de Ressources, il apparaît que la création d'un poste de chargée de mission serait nécessaire, mais difficile à budgétiser.

De même un poste correspondant à un emploi aidé, pour prendre en charge l'ensemble de la logistique serait indispensable.

LES LOCAUX

Le Centre de ressources Politique de la Ville en Essonne, accueilli gracieusement depuis sa création par le Conseil Général de l'Essonne, a du cependant faire face à une recherche de locaux en particulier pour les journées d'information et de réflexion qui représente un coût réel.

L'installation à la Maison de l'Habitat, angle du boulevard des Champs-Élysées et de la rue de l'Écoute-s'il-pleut à Evry, à partir d'octobre 2005 améliorera sans conteste les conditions de travail et les conditions d'accueil et permettra de gagner du temps en matière de logistique.

Par ailleurs, en 2005, le Centre de Ressources s'efforcera d'augmenter le nombre des adhésions, notamment de la part des bailleurs et des communautés d'agglomération. Afin d'équilibrer les comptes de l'association en matière de qualification, il sera également nécessaire d'augmenter le tarif des cycles de qualification.



EN CONCLUSION...

Pour conclure, nous considérerons l'activité réalisée en 2004 et l'activité à venir.

En 2004, l'activité s'est située dans ce que l'on peut appeler « l'ordre du faire ». Nous avons fait en sorte de mettre en mouvement le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Or, qui dit initiative, dit responsabilité. On peut indiquer succinctement que nos initiatives se sont concrétisées en particulier avec le plan d'actions de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des jeunes diplômés de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'Agglomération d'Evry-Centre-Essonnes, que toutes les réflexions partagées avec les acteurs de la politique de la Ville étaient déjà un engagement à faire, notamment en ce qui concerne les conditions de vie des femmes et des jeunes filles. En quelque sorte, par nos modestes actions, nous avons empêché le futur de fuir.

En 2005 le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne entend répondre à la question de la qualité en renforçant son ingénierie de qualification et de formation, en systématisant la démarche d'évaluation.

Il répondra à la question de son développement, en maintenant le niveau d'activité atteint en 2004, tout en se dotant de meilleures conditions d'accueil, avec de nouveaux locaux mis à sa disposition par le Conseil Général, situés à la Maison de l'Habitat.

L'activité requerra des compétences complémentaires dédiées aux missions de capitalisation d'expériences. S'il est vrai qu'il y a toujours plus d'une façon de construire un projet, il n'est pas vrai que toutes les hypothèses soient équivalentes. L'hypothèse portant sur les ressources humaines nous semble prioritaire.

Enfin, en 2005, nous continuerons à jouer notre rôle pour ménager des espaces d'expériences.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne sera donc en mesure :

- d'accompagner les acteurs dans la mise en œuvre des opérations de renouvellement urbain ;
- d'accompagner et aider au suivi des opérations expérimentales telles que les équipes de réussite éducative, le plan de lutte contre les discriminations ;
- de mobiliser et qualifier les acteurs sur l'observation locale des territoires.

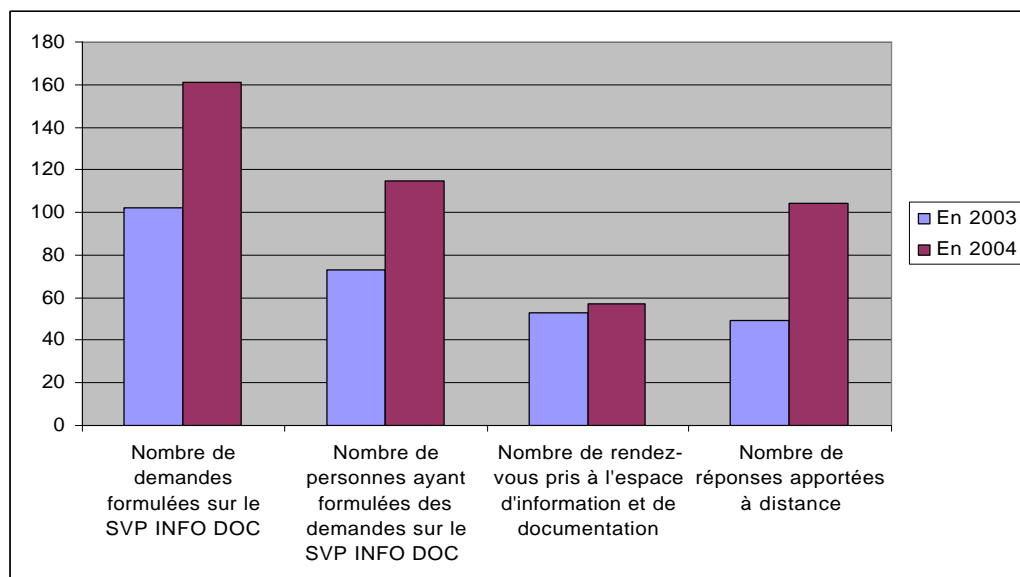


Les annexes

I. Information et documentation

1.1 Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004

		Evolution 2003/2004 en %
Nombre de demandes formulées sur le SVP INFO DOC	161	+57,8
Nombre de personnes/réseaux/groupes ayant formulé des demandes sur le SVP INFO DOC	115	+57,5
Nombre de personnes ayant formulé plus d'une demande sur le SVP INFO DOC	26	+52,9
Nombre de rendez-vous pris à l'espace d'information et de documentation	57	+7,5
Nombre de personnes ayant pris plus d'un rendez-vous à l'espace d'information et de documentation	7	-46,1
Nombre de réponses apportées à distance (par mail, fax et courrier)	104	+112,2
Nombre de demandes qui ont été directement satisfaites par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne	153	+57,3
Nombre de demandes qui ont nécessité une réorientation vers une autre structure documentaire spécialisée	8	+60,0



Typologie des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2004	Nombre de demandes	%
Liste de coordonnées, contacts (Chefs de projet ville en Essonne, consultants, intervenants, organismes spécialisés etc.)	26	16,1
Références d'ouvrage/Consultation de documents précis	13	8,1
« La lutte contre les discriminations »	13	8,1
Les fondamentaux de la Politique de la Ville	7	4,3
Textes de loi : décrets, circulaires, arrêtés...	6	3,7
« La participation des habitants/ La démocratie participative »	5	3,1
« Le logement (les grands ensembles, programme local de l'habitat, synthèse du logement en Ile-de-France et en Essonne)»	5	3,1
« Education et politique de la ville (veille éducative, CLAS etc.)»	5	3,1
« Les associations (fonctionnement, subventions, lien avec la politique de la Ville)»	5	3,1
Fiches d'expérience diverses	5	3,1
Données statistiques (ZUS en Essonne : données SIG-DIV)	4	2,5
Présentation du Centre de Ressources et de l'espace d'information et de documentation	4	2,5
« La mise en réseau/partenariat des acteurs locaux »	4	2,5
« Insertion professionnelle, accompagnement à l'emploi, accès à la formation»	4	2,5
« Renouvellement urbain/Rénovation urbaine »	3	2
« La gestion urbaine de proximité »	3	2
« Le volet culturel de la politique de la Ville »	3	2
Offres d'emploi	3	2
« Les femmes et les jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »	3	2
« Dispositif Ville-vie-vacances »	3	2
Demandes diverses	2	1,2
Contrats essonniers : contrats de ville, conventions-cadre etc.	2	1,2
Eléments locaux	2	1,2
« L'évaluation et la Politique de la Ville »	2	1,2
« La jeunesse/ La politique de la Ville en direction des jeunes »	2	1,2
« Les CLSPD »	2	1,2
« Les projets sociaux de territoire »	2	1,2
« Les centres sociaux »	2	1,2
« Acte II de la décentralisation »	2	1,2
« Santé et Politique de la Ville (les ateliers de santé-ville, la santé en milieu scolaire) »	1	0,6
« Les métiers de la Politique de la Ville et du développement social urbain »	1	0,6
« Diagnostic de territoire »	1	0,6
« Images de la banlieue »	1	0,6
« Les PLIE en Essonne »	1	0,6
« Les plates-formes de service public »	1	0,6
« Les violences scolaires »	1	0,6
« Les modes de garde d'enfants »	1	0,6
« La prévention de la délinquance »	1	0,6
« Les femmes issues de l'immigration et l'aide à la création d'activité »	1	0,6
« Recensement des initiatives locales à dimension européenne »	1	0,6
« Immeubles en fête »	1	0,6
« Le parrainage »	1	0,6
« Artistes travaillant avec les habitants à la décoration des halls d'immeubles »	1	0,6
« Projets intergénérationnels »	1	0,6
« Les adultes-relai »	1	0,6
« Aide aux victimes »	1	0,6
« Comment constituer un GIP ? »	1	0,6
Recherche de formations	1	0,6
« Troupes de théâtre travaillant sur l'insertion des femmes »	1	0,6
« L'intercommunalité »	1	0,6
Total	161	100

1.2 Le profil des utilisateurs du SVP INFO DOC en 2004

Fonction des utilisateurs	Nombre d'utilisateurs	Evolution 2003/2004 en %
Etudiant	21	+31,2
Responsable associatif	16	+100,0
Chef de projet Politique de la Ville / Coordinateur CLSPD/CEL/REP/ Coordinateur veille éducative	15	+7,1
Agent des collectivités locales (mairies et agglomérations)	12	+140,0
Travailleur social	11	+22,2
Formateur/Consultant/Universitaire	10	+42,8
Agent du Conseil Général de l'Essonne	9	+0,0
Agent de l'Etat	9	NF*
Demandeur d'emploi	5	+400,0
Documentaliste	4	NF*
Non précisée	3	+200,0
Total	115	

* Nouvelle fonction apparue en 2004

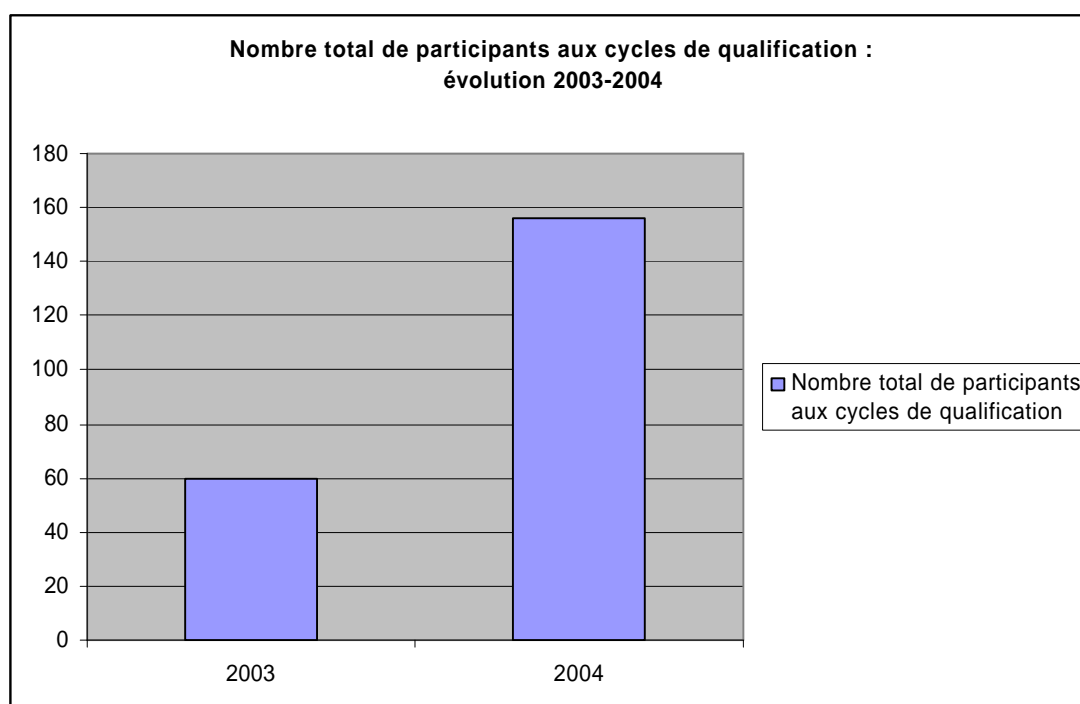
Ville d'origine des utilisateurs	Nombre d'utilisateurs	Evolution 2003/2004 en %
Essonne		
Arpajon	1	
Athis-Mons	5	
Boissy-le-Cutté	1	
Brunoy	1	
Chilly-Mazarin	1	
Corbeil-Essonnes	2	
Courcouronnes	4	
Draveil	1	
Epinay-sous-sénart	2	
Etampes	1	
Evry	46	
Fleury-Mérogis	1	
Grigny	1	
Juvisy-sur-Orge	1	
Lisses	1	
Longjumeau	2	
Massy	1	
Montgeron	2	
Morsang-sur-Orge	1	
Non précisée	7	
Orsay	1	
Palaiseau	2	
Quincy-sous-sénart	1	
Sainte-Geneviève-des-Bois	4	
Saint-Michel-sur-Orge	1	
Viry-Châtillon	3	
Total	94	+51,6
Ile-de-France		
Bagneux (92)	1	
Bobigny (93)	1	
Lieusaint (77)	1	
Marne-la-Vallée (77)	1	
Montrouge(92)	1	
Nanterre (92)	2	
Paris (75)	6	
Pontault combault (77)	1	
Versailles (78)	1	
Total	15	Non précisé en 2003
Hors Ile-de-France		
Marseille (13)	1	
Rennes (35)	1	
Thionville (57)	1	
Villeneuve d'Asq (59)	1	
Total	4	Non précisé en 2003
Total Hors Essonne	19	+72,7
Non précisée	2	
Total	115	

II. Qualification des professionnels

2.1. Les thématiques des cycles de qualification en 2004

Thématiques	Dates	Nombre de participants*	Nombre de participants présents (cumul)
Formation-action « La lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation »	22 janvier	20	47
	05 février		
	04 mars		
	01 avril		
« Mener un projet de gestion urbaine de proximité » - 1er cycle	08 janvier	16	25
	03 février		
« Mener un projet de gestion urbaine de proximité » - 2ème cycle	11 mars	15	40
	06 avril		
	29 avril		
	13 mai		
« Définir et conduire un projet » - 1 ^{er} cycle	27 janvier	25	40
	28 janvier		
	13 février		
« Définir et conduire un projet » - 2ème cycle	17 mars	8	22
	18 mars		
	19 avril		
« La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne »	06 mai	34	82
	27 mai		
	17 juin		
	01 juillet		
« Plan de cohésion sociale et son projet de loi de programmation - analyse et état des réflexions »	25 novembre	38	52
	09 décembre		
Total		156	308

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par évènement



2.2. Le profil des participants aux cycles de qualification en 2004

Ville d'origine des participants	Nombre de participants	%
EVRY	59	37,8
CORBEIL-ESSONNES	6	3,8
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	6	3,8
FLEURY-MEROGIS	6	3,8
VIRY-CHATILLON	5	3,2
ATHIS-MONS	5	3,2
DRAVEIL	5	3,2
LES ULIS	4	2,6
MASSY	4	2,6
GRIGNY	4	2,6
PALaiseAU	4	2,6
ETAMPES	4	2,6
MONTGERON	4	2,6
COURCOURONNES	3	1,9
ARPAJON	3	1,9
Données indisponibles	3	1,9
LIEUSAIN (77)	3	1,9
JUVISY-SUR-ORGE	2	1,3
PARIS (75)	2	1,3
MORSANG-SUR-ORGE	2	1,3
SAVIGNY-SUR-ORGE	2	1,3
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	2	1,3
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	2	1,3
YERRES	2	1,3
RIS-ORANGIS	1	0,6
VIGNEUX-SUR-SEINE	1	0,6
QUINCY-SOUS-SENART	1	0,6
BRETIGNY-SUR-ORGE	1	0,6
EPINAY-SOUS-SENART	1	0,6
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	1	0,6
SOISY-SUR-SEINE	1	0,6
AUBERVILLIERS (93)	1	0,6
BRUNOY	1	0,6
COMBS-LA-VILLE (77)	1	0,6
JONVILLE-SUR-JUINE	1	0,6
LE PLESSIS-PATE	1	0,6
MARCOUSSIS	1	0,6
MONTLHERY	1	0,6
Total	156	100,0
Nombre de villes	37	

Fonction des participants	Nombre de participants	%
Professionnel de la politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la ville, chargé de mission etc.)	26	16,0
Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) et des communautés d'agglomération	30	18,5
Responsable ou bénévole d'associations	35	21,6
Coordinateur CLSPD/coordonateur veille éducative	9	5,6
Autre (chercheur, étudiant etc.)	13	8,0
Travailleur social	14	8,6
Agent des services de l'Etat (dont Préfecture)	20	12,3
Agent du Conseil Général de l'Essonne	14	8,6
Elu	1	0,6
Total	162	100,0

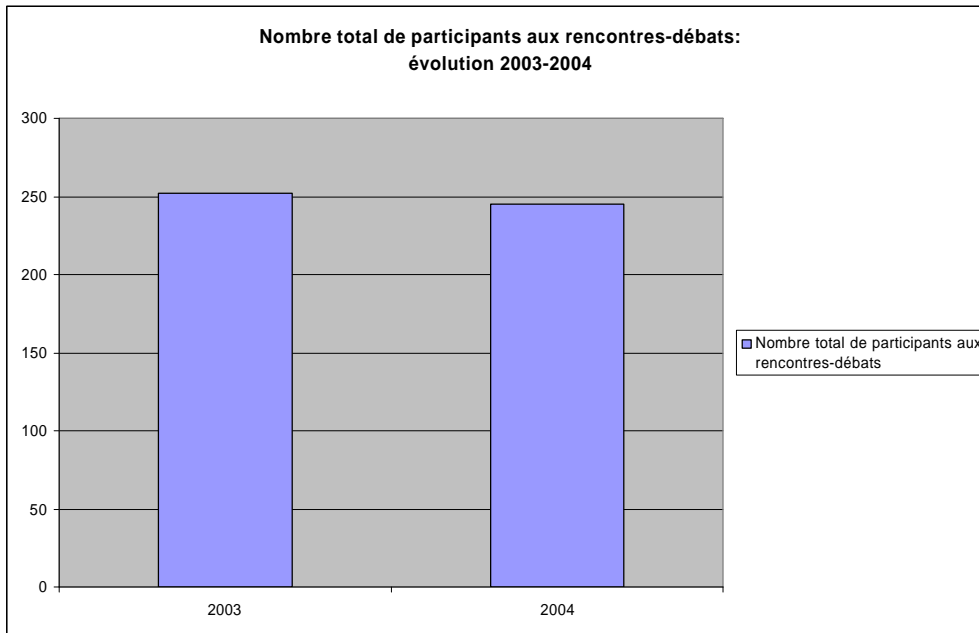
Commentaire : La différence entre le nombre de personnes de 156 et de 162 s'explique par le fait que pour certaines dates d'un même évènement, le participant représentait un organisme différent avec une fonction différente. Selon ce constat, ces participants uniques ont apporté au moins deux fonctions différentes

III. Echanges, rencontres, débats

3.1. Nombre de participants par thématique en 2004

Les thématiques des rencontres-débats en 2004	Dates	Nombre de participants*
« Faire grandir les enfants : expériences collectives dans les quartiers d'habitat social »	21 janvier	41
« Mémoires familiales, ruptures de l'exil »	10 mars	57
« Quartiers en mouvements : pour une pédagogie de l'implication »	28 avril	31
« Je suis noir et je n'aime pas le manioc »	26 mai	35
« La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué »	30 juin	24
« Chômeurs et précaires au coeur de la question sociale »	18 novembre	12
« L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé? »	16 décembre	45
Total		245

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par évènement



Les thématiques des journées d'information et de réflexion en 2004	Dates	Nombre de participants*
« La lutte contre les discriminations à l'emploi : Comprendre-Prévenir-Agir »	09 avril	85
« Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »	04 novembre	154
Réunion de restitution des résultats de la recherche-action « les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »	09 juin	42
Total		281

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par évènement



Thématique du groupe de travail en 2004	Dates	Nombre de participants*	Nombre de participants présents (cumul)
« La participation des habitants : les instances de concertation dans les quartiers »	13 janvier	11	30
	10 février		
	09 mars		
	25 mai		
Total		11	30

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par évènement

3.3 Profil des participants aux journées d'échange, conférences et groupes de travail en 2004

Ville d'origine des participants	RD ¹	JO ²	GT ³	Total	%
EVRY	84	102	2	188	35,0
JUVISY-SUR-ORGE	22	24		46	8,6
CORBEIL-ESSONNES	10	13	3	26	4,8
COURCOURONNES	15	11		26	4,8
LES ULIS	4	22		26	4,8
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	12	10	1	23	4,3
RIS-ORANGIS	2	17	1	20	3,7
PARIS (75)	3	14	1	18	3,4
MASSY	7	9		16	3,0
PALaiseAU	7	7	2	16	3,0
GRIGNY	6	9		15	2,8
ARPAJON	7	7		14	2,6
VIRY-CHATILLON	8	5		13	2,4
ETAMPES	4	5		9	1,7
MONTGERON	6	2		8	1,5
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	7			7	1,3
VIGNEUX-SUR-SEINE	4	3		7	1,3
FLEURY-MEROGIS	5	1		6	1,1
ATHIS-MONS	4	1		5	0,9
MORSANG-SUR-ORGE	3	1		4	0,7
Données indisponibles	2	2		4	0,7
BOISSY-LE-CUTTE	2		1	3	0,6
BRETIGNY-SUR-ORGE	2	1		3	0,6
EPINAY-SUR-ORGE	1	2		3	0,6
LIEUSAIN (77)	3			3	0,6
QUINCY-SOUS-SENART		3		3	0,6
DRAVEIL	2			2	0,4
LISSES		2		2	0,4
MELUN (77)		2		2	0,4
SAVIGNY-SUR-ORGE	2			2	0,4
BAGNEUX (92)	1			1	0,2
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	1			1	0,2
BOUSSY SAINT-ANTOINE	1			1	0,2

CERNY	1			1	0,2
EPINAY-SOUS-SENART		1		1	0,2
LA GARENNE-COLOMBES (92)	1			1	0,2
LE COUDRAY-MONTCEAUX		1		1	0,2
LONGJUMEAU	1			1	0,2
LUCE (28)		1		1	0,2
MANTES-LA-JOLIE (78)	1			1	0,2
MOISSY-CRAMAYEL (77)		1		1	0,2
MORIGNY	1			1	0,2
NANTES (44)		1		1	0,2
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY (77)	1			1	0,2
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY		1		1	0,2
SOISY-SUR-SEINE	1			1	0,2
TRAPPES (78)	1			1	0,2
Total	245	281	11	537	100,0
Nombre de villes	37	30	7	46	

1 : Rencontres-débats - 2 : Journées d'information et de réflexion –
3 : Groupes de travail

Fonction des participants	RD¹	JO²	GT³	Total	%
Professionnel de la politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la ville, chargé de mission...)	16	9	2	27	5,0
Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) et des communautés d'agglomération	41	35	1	77	14,3
Responsable ou bénévole d'associations	71	109	6	186	34,6
Coordinateur CLSPD/coordonateur veille éducative	5	3		8	1,5
Autre (chercheur, étudiant...)	41	57	1	99	18,4
Travailleur social	28	19		47	8,8
Agent des services de l'Etat (dont Préfecture)	23	31		54	10,1
Agent du Conseil Général de l'Essonne	17	13		30	5,6
Elu	3	5	1	9	1,7
Total	245	281	11	537	100,0

1 : Rencontres-débats - 2 : Journées d'information et de réflexion
- 3 : Groupes de travail

IV. Total des participants et des usagers du Centre de Ressources en 2004

Services / Evénements	Nombre de participants/usagers*	Nombre de participants/usagers présents (cumul)
SVP INFO DOC et espace d'information et de documentation	115	115
Cycles de qualification	156	308
Rencontres-débats	245	245
Journées d'information et de réflexion	281	281
Groupe de travail	11	30
Total	808	979

* Nombre de participants/usagers distincts toutes dates confondues pour chaque type d'évènement/services

Total des participants et des usagers du Centre de Ressources : évolution 2003/2004

